

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mercredi 5 février 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°566 ■

L'ANCIEN CHEF DU  
GOUVERNEMENT EST  
DÉCÉDÉ HIER À L'ÂGE DE 88  
ANS

**Sid Ahmed Ghozali**  
tire sa révérence

P 16

LUTTE CONTRE LE CANCER

## L'Etat mobilise 80 milliards de DA

*L'Algérie intensifie sa lutte contre le cancer en consacrant des ressources considérables à ce fléau sanitaire qui touche de plus en plus de citoyens chaque année. Sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, l'État a alloué un budget exceptionnel de 80 milliards de dinars pour financer cette lutte cruciale, a annoncé Abdelhak Saihi, ministre de la Santé, lors du lancement des travaux du premier congrès international du patient atteint du cancer. P 3*



COMMERCE

**L'approche  
participative a donné  
des "résultats  
concrets"**

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a affirmé, mardi à Alger, que l'approche participative adoptée par son département ministériel, impliquant tous les acteurs dans l'approvisionnement et la régulation du marché, a permis d'obtenir des "résultats concrets", contribuant au renforcement de la stratégie nationale de la sécurité alimentaire.

P 2

LE MINISTRE DE L'HABITAT  
INSISTE SUR LE RESPECT DES  
DÉLAIS

**Les chantiers de  
l'AADL 3 bientôt  
lancés**

Annoncé par le Président de la République, le programme AADL 3 suit son cours. Il faut dire que l'Algérie, à travers tous ses programmes de logements, a réussi une prouesse qu'aucun pays au monde n'a réalisée, en construisant autant de logements. Ayant acquis une expérience dans ce domaine, les pouvoirs publics ont entamé cette nouvelle phase, avec toutes les certitudes acquises, pour éviter les erreurs passées. Aussi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé au siège de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement "AADL", une réunion d'évaluation concernant le programme "AADL 3".

P 3

PRODUCTION DE L'HYDROGÈNE  
VERT EN ALGÉRIE

**Les recommandations  
des experts**

Des académiciens et experts en énergie ont affirmé, lundi à Alger, que les capacités importantes dont dispose l'Algérie en matière de production et d'exportation de l'hydrogène vert lui permettaient de jouer un rôle pivot sur le plan international à l'avenir, notamment face à la forte demande européenne sur cette source d'énergie

P 5

ANESRIF

**Trois silos de céréales  
raccordés au réseau  
ferroviaire** P 3

LANCEMENT DE DEUX NOUVELLES  
PLATEFORMES NUMÉRIQUES

**L'Université et le monde  
économique connectés** P 3

SONELGAZ- BAKER HUGHES

**Vers la fabrication locale  
de turbines à gaz de  
petite taille** P 5

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

**Le ministre rappelle les objectifs de son secteur**

**L**e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, a effectué hier une visite dans la wilaya de Biskra, annonçant que son secteur déploie ses efforts pour la réalisation des objectifs fixés par le gouvernement. À cet égard, le ministre a rappelé le programme vital lancé par le président de la République depuis 2020, visant à raccorder les exploitations agricoles au réseau électrique. À ce jour, affirme-t-il, lus de 58 000 exploitations ont été raccordées à travers le pays, et des fonds ont été alloués pour achever ce programme dans sa totalité. Le ministre a également évoqué les objectifs concernant le développement des cultures stratégiques, la construction d'infrastructures de stockage à l'échelle nationale, ainsi que l'expansion des surfaces irriguées à plus de trois millions d'hectares d'ici 2027. Selon les chiffres présentés par le wali, la wilaya de Biskra a connu une avancée significative en matière de surfaces irriguées, avec plus de 1 700 permis de forage de puits délivrés durant l'année 2023-2024.

Sur un autre registre, Cherfa a souligné que la décision du président de la République visant à régulariser définitivement le foncier agricole en 2025 représente une opportunité unique pour les agriculteurs, afin de leur permettre d'exploiter leurs terres en toute tranquillité et de bénéficier des diverses formes de soutien accordées par l'État. Sur place, le ministre, accompagné du wali de Biskra, a posé la première pierre pour la construction d'un silo stratégique d'une capacité de stockage de 100 000 tonnes. La wilaya bénéficie également de huit centres de stockage de proximité, d'une capacité totale de 40 000 tonnes, dans le cadre du programme national visant à augmenter les capacités de stockage, comprenant 30 silos stratégiques et 350 centres de stockage de proximité.

Lors de cette étape, le ministre a également répondu aux préoccupations des agriculteurs, qui ont exprimé leur volonté de participer activement au programme de développement de la production nationale.

R. E.

COMMERCE

**L'approche participative a donné des «résultats concrets»**

*Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a affirmé, mardi à Alger, que l'approche participative adoptée par son département ministériel, impliquant tous les acteurs dans l'approvisionnement et la régulation du marché, a permis d'obtenir des "résultats concrets", contribuant au renforcement de la stratégie nationale de la sécurité alimentaire.*

Par R. E.

**D**ans une allocution prononcée lors des travaux du 7e Congrès national de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), M. Zitouni a estimé que cette symbiose entre le ministère et les différentes parties prenantes était «une source de fierté», car elle contribue à renforcer la stratégie nationale de la sécurité alimentaire et à atteindre la souveraineté économique. Et d'ajouter dans ce contexte, que la nouvelle génération de commerçants est «suffisamment consciente des viles conspirations et plans malveillants ourdis contre le pays, et qui sont déjoués», a-t-il dit, grâce à la mobilisation de toutes les forces sociétales vives, et des institutions de l'Etat. M. Zitouni, a dans ce contexte, appelé l'UGCAA, les associations et fédérations professionnelles à sensibiliser les commerçants et les opérateurs économiques à la nécessité de s'adapter aux mutations sociales et de promouvoir les réformes économiques visant à di-

versifier l'économie, atteindre une croissance forte et durable, dynamiser le monde des affaires, promouvoir l'investissement privé, renforcer les capacités d'exportation et prospecter en permanence les opportunités pour investir les marchés extérieurs. Le ministre a réitéré l'engagement de ses services à accompagner les commerçants et les opérateurs économiques pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et relancer l'économie pour cristalliser les ambitions et préserver la sécurité économique de l'Algérie sur la voie de la modernisation, du progrès et de la prospérité. Evoquant le thème du 7e congrès, «L'innovation technologique pour le renforcement de la sécurité économique», M. Zitouni a souligné la nécessité de s'orienter vers l'innovation étant un «outil efficace et indispensable» face aux fluctuations et aux crises que connaît le monde en permanence, ce qui en fait un enjeu central dans les défis à relever.

A cet effet, le ministre a appelé à la valorisation des ressources matérielles et

naturelles du pays pour atteindre cet objectif stratégique, en les exploitant de manière optimale et en encourageant l'innovation ainsi que l'investissement, ce qui permettra d'atteindre l'autosuffisance en matière de produits stratégiques, d'assurer des stocks de sécurité à moyen et long termes, et de promouvoir la production nationale en consolidant les fondements de l'économie et en diversifiant les sources de revenus. Il s'agit de l'une des principales priorités du programme du Président de la République visant à réaliser une mutation économique positive à même de renforcer le leadership du pays, de contribuer à l'amélioration du niveau de vie du citoyen et à la préservation de son pouvoir d'achat, a-t-il dit, soulignant que «l'Algérie a franchi des pas considérables, ne faisant pas cas des tentatives vaines et continues visant à fragiliser la paix sociale, à déstabiliser le marché national et à remettre en question la pertinence des décisions gouvernementales».

ANESRIF

**Trois silos de céréales raccordés au réseau ferroviaire**

**L'**Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) a achevé le raccordement, au réseau ferroviaire national, de trois (3) silos de céréales en béton sur les sept (7) prévus et compte lancer le raccordement de 30 silos supplémentaires, dans le cadre de ses efforts visant à augmenter les capacités de stockage et de transport des céréales, indique un responsable de l'Agence. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de la communication à l'ANESRIF, Abdelkader Mazar, a précisé que le projet de raccordement des sept (7) silos de céréales relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au réseau ferroviaire enregistre des "avancées significatives", avec l'achèvement des travaux de raccordement des silos d'El Khroub (Constantine), de Bazoul (Jijel) et de Boucheouf (Guelma).

Afin de parachever ce programme, les travaux de raccordement se poursuivent pour le silo de céréales de Oued Tlélat (Oran), tandis que les travaux de raccordement des silos d'Ahmer El Aïn (Tispasa) et de Teleghma (Mila) seront "bientôt" lancés, a fait savoir M. Mazar, ajoutant que le projet de raccordement du silo d'Aïn Tallout (Tlemcen) était, quant à lui, en phase d'étude. L'ANESRIF compte, en outre, lancer des projets pour le raccordement, au réseau ferroviaire, de 30 autres silos relevant de l'OAIC, ce qui permettra d'augmenter les capacités de stockage et de transport des céréales, a-t-il poursuivi. L'Agence entend également lancer une série de projets pour le raccordement les dépôts de carburant à Bourached (Aïn Defla) sur 15 km, à Djelfa sur 14 km et à Benzireg (Béchar). Il sera également procédé au lancement des travaux de raccordement des cimenteries relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) à Aïn El Kebira (Sétif), Sigus (Oum El Bouaghi) et Béchar. Ces projets viennent s'ajouter aux projets stratégiques réalisés ces dernières années par l'ANESRIF, ayant permis le raccordement de plusieurs zones industrielles, usines et centres régionaux de stockage des céréales et du carburant, a indiqué M. Mazar, précisant que ces projets avaient permis à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) de transporter plus de 6 millions de tonnes de marchandises en 2024, soit une augmentation de 12% par rapport à 2023. Parmi les projets majeurs réalisés, le responsable a cité la ligne ferroviaire à double voie entre El-Milia et le port de Djen Djen (Jijel) sur une distance de 51 km, qui répond grandement aux besoins de transport du complexe sidérurgique de la société algéro-qatarie dans la zone in-

dustrielle de Bellara (El-Milia). En outre, l'Agence a procédé au raccordement, au réseau ferroviaire, de la cimenterie CILAS dans la wilaya de Biskra sur une distance de 4,6 km, améliorant ainsi sa chaîne d'approvisionnement. De même, la zone industrielle de Bethioua (Oran) a été raccordée au réseau ferroviaire sur 12 km, facilitant le transport des marchandises vers les ports et centres de distribution. Le dépôt de carburant d'Aïn M'lila (Oum El Bouaghi) a également été relié au réseau ferroviaire sur une distance de 3,6 km. En plus de contribuer à la décongestion de la circulation routière et à la réduction des accidents et de la pollution générée par le transport par camions, ces projets améliorent la compétitivité des industries nationales en réduisant les coûts de production et de distribution, a expliqué le responsable.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Saïd, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## LUTTE CONTRE LE CANCER

**L'Etat mobilise  
80 milliards de DA**

*L'Algérie intensifie sa lutte contre le cancer en consacrant des ressources considérables à ce fléau sanitaire qui touche de plus en plus de citoyens chaque année. Sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, l'État a alloué un budget exceptionnel de 80 milliards de dinars pour financer cette lutte cruciale, a annoncé Abdelhak Saihi, ministre de la Santé, lors du lancement des travaux du premier congrès international du patient atteint du cancer.*

Par Mourad A.

Le gouvernement algérien a pris des mesures significatives pour soutenir les patients atteints de cancer. Abdelhak Saihi a précisé que près de 45 % du budget de la pharmacie centrale des hôpitaux a été spécifiquement alloué à l'achat de médicaments anti-cancer, permettant ainsi d'assurer un accès plus large et plus équitable aux traitements nécessaires. « Une somme de 80 milliards de dinars a été dédiée à cet effort national, marquant une volonté claire de prioriser la santé publique et de répondre à l'urgence de la situation », a souligné le ministre. L'État ne se contente pas seulement de financer les médicaments, il a également investi dans des infrastructures spécialisées. Un nouveau centre hospitalier dédié au cancer, avec une capacité de 240 lits, a été inauguré. Ce centre est équipé de services de pointe, incluant des unités de chimiothérapie et de radiothérapie, garantissant ainsi une prise en charge optimale et un suivi de qualité pour les patients.

Au-delà du traitement, la prévention demeure un axe fondamental de la stratégie de lutte contre le cancer. Depuis plus de deux ans, l'Algérie mène une campagne de sensibilisation sur les causes du cancer. « Le pays a mis en place une semaine de sensibilisation à la prévention, qui se tiendra cette année du 16 au 20 février dans la wilaya de Tipaza », a indiqué le ministre. Cette initiative vise à éduquer la population sur les compor-

tements à adopter pour réduire les risques de cancer, notamment en matière d'alimentation, d'exposition à la pollution et de sédentarité. L'engagement de l'Algérie ne se limite pas à la sensibilisation, mais inclut également un soutien à la recherche et à la production locale de médicaments. En collaboration avec des sociétés comme Sidal et d'autres acteurs privés, l'Algérie s'efforce de développer une industrie pharmaceutique locale capable de produire des médicaments spécifiquement dédiés au traitement du cancer. « L'objectif est de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations et de garantir une disponibilité constante des traitements », a précisé Abdelhak Saihi.

Le ministre du Travail a également facilité l'accès au financement et simplifié les démarches administratives pour encourager les investissements dans ce domaine crucial. « Le secteur privé joue un rôle clé dans l'approvisionnement en médicaments et dans l'innovation en matière de traitements, selon le ministre de la Santé.

De son côté, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a exprimé la volonté de l'Algérie de mettre en place des mesures ambitieuses pour lutter contre le cancer. « L'État accorde une attention particulière à la santé des citoyens, avec un focus spécifique sur la fourniture de traitements contre le cancer », a-t-il souligné. Plusieurs projets stratégiques ont été lancés pour renforcer la production locale de médicaments anticancéreux, visant à réduire la

dépendance aux importations et à assurer l'autosuffisance.

Ces initiatives incluent également l'introduction de traitements innovants tels que les médicaments biologiques et les thérapies ciblées, afin d'offrir des options thérapeutiques plus efficaces aux patients. « L'Algérie vise également à développer une industrie pharmaceutique locale capable de produire les matières premières nécessaires à la fabrication des médicaments », a ajouté Wassim Kouidri.

Cette stratégie s'inscrit dans une approche nationale globale, soutenue par une forte collaboration entre les ministères concernés et diverses institutions. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a réaffirmé l'engagement du gouvernement à continuer ces efforts pour offrir des soins de qualité, avec l'espoir d'améliorer la vie des patients et d'assurer leur guérison.

Avec un investissement de 80 milliards de dinars, l'Algérie s'engage résolument dans la lutte contre le cancer, en misant sur une approche globale : prévention, traitement, recherche et production locale. Cette stratégie ambitieuse et multisectorielle marque un tournant dans la politique de santé publique du pays et témoigne d'une volonté ferme de protéger la vie des citoyens. Toutefois, le chemin reste long et nécessite une mobilisation continue de l'ensemble des acteurs, tant au niveau national qu'international, pour éradiquer ce fléau et offrir aux malades des chances de guérison plus élevées.

LANCEMENT DE DEUX  
NOUVELLES PLATEFORMES  
NUMÉRIQUES**L'Université et le  
monde économique  
connectés**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Boudari, a supervisé, hier à Alger, le lancement de deux plateformes numériques visant à renforcer les relations entre les universités et leur environnement économique et social, en développant l'innovation pédagogique et en mettant en valeur les produits de recherche. Lors de son intervention, Boudari a souligné que l'objectif de ces plateformes est de favoriser l'attraction et la coopération entre les établissements universitaires et leurs partenaires économiques et sociaux, en « renforçant l'interaction entre les deux parties et en exploitant les possibilités offertes par les technologies ».

À ce propos, il a expliqué que la plateforme « Hackathon Algérie Intelligent » permet aux partenaires économiques et sociaux de soumettre leurs problématiques, qui seront étudiées par des étudiants et des chercheurs afin de trouver des solutions innovantes. Ces solutions seront ensuite évaluées par des experts et présentées pour discussion par les partenaires économiques et sociaux, afin de sélectionner les plus pertinentes.

Concernant la plateforme « Bahth », le ministre a ajouté qu'il s'agit d'un espace numérique pour présenter les principaux produits de recherche réalisés par le secteur, notamment les prototypes prêts à être exploités et les inventions majeures, dans le but de « permettre aux institutions économiques et sociales de bénéficier de ces services pour améliorer leur performance ». Boudari a également souligné que le lancement de ces deux nouvelles plateformes s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme sectoriel 2024-2029, visant à faire de l'université un « moteur essentiel » pour l'économie innovante et à faire d'elle un « pilier important » de l'économie nationale. Le ministre a ajouté qu'avec le lancement de ces deux plateformes, le nombre total des plateformes lancées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique atteint désormais 62, et a encouragé les étudiants à renforcer leur implication dans le domaine de l'entrepreneuriat.

S R.

## LE MINISTRE DE L'HABITAT INSISTE SUR LE RESPECT DES DÉLAIS

**Les chantiers de l'AADL 3 bientôt lancés**

Par Réda Hadi

Annoncé par le Président de la République, le programme AADL 3 suit son cours. Il faut dire que l'Algérie à travers tous ses programmes de logements, a réussi une prouesse qu'aucun pays au monde n'a réalisée, en construisant autant de logements. Ayant acquis une expérience dans ce domaine, les pouvoirs publics, ont entamé cette nouvelle phase, avec toutes les certitudes acquises, pour éviter, les erreurs passées. Aussi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé au siège de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement "AADL", une réunion d'évaluation concernant le programme "AADL 3".

En résumé le programme AADL 3 est l'un des projets algériens phares en matière de logements. Il prévoit la construction de 200 000 logements à travers le pays. Une initiative qui vise à répondre à la demande croissante de lo-

gements abordables et à améliorer les conditions de vie des citoyens. Pour les futurs bénéficiaires, ce programme représente une opportunité unique d'accéder à un logement décent à un coût maîtrisé. Et c'est sur cette base que lors de cette réunion avec les présences du secrétaire général, de l'inspecteur général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ainsi que du directeur général de l'urbanisme et de l'architecture, du directeur général adjoint chargé des projets au sein de l'agence "AADL", ainsi que les directeurs régionaux de l'agence "AADL", il a été surtout question de l'avancement du lancement des projets d'études et de réalisation des logements "AADL 3" au niveau national, estimés à 200 000 unités, dans le cadre de la loi de finances pour l'année 2025. Le ministre a souligné l'importance de respecter le calendrier fixé par le ministère concernant le lancement des appels d'offres pour les études d'architecture et le suivi de la réalisation des projets. Il a indiqué que sur « les 200 000 unités de

logement, des appels à projets ont été lancés pour les études d'architecture et le suivi de la réalisation des projets pour 194 370 unités au niveau national, soit un taux de 97%, réparties sur 58 wilayas ».

Dans ce cadre, le ministre a donné des instructions pour la création de comités chargés de l'ouverture des enveloppes et de l'évaluation des offres. Le ministre a également ordonné la mise en place d'une plateforme numérique centrale regroupant toutes les informations relatives aux capacités matérielles et humaines des bureaux d'études participant aux concours à travers les différentes directions régionales de l'agence "AADL". Il a insisté sur la nécessité de respecter les délais impartis. Sur un autre plan, le second volet de la réunion a porté sur l'état d'avancement des études et l'approbation des différents plans des pôles urbains à créer, estimés à 47 pôles urbains au niveau national. Une présentation visuelle a été faite concernant ces pôles urbains, tels que le nouveau pôle urbain

des wilayas de Jijel, Tipaza, Blida et Alger. Le ministre a ordonné la préparation, dans les plus brefs délais, d'une réunion impliquant tous les directeurs de l'urbanisme et les cadres de l'agence "AADL" chargés du suivi des 47 nouveaux pôles urbains à travers le pays. Ce programme n'est pas loin d'atteindre son rythme de croisière quant à son financement, puisque 7 conventions ont été signées avec 7 banques. Outre la Banque Nationale de l'Habitat (BNH), on énumérera la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance (CNEP), la Banque Nationale d'Algérie (BNA), la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de Développement Local (BDL). En effet, selon les termes de la convention, 62 % du coût du logement seront pris en charge par les banques partenaires. Les 38 % restants seront à la charge des bénéficiaires, qui pourront les régler en 5 versements échelonnés.

AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE DES RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

**Le ministre de la Poste et des Télécommunications visite le siège de la société "Ooredoo"**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué, lundi à Alger, une visite au siège de la société de télécommunications "Ooredoo", indique un communiqué du ministère. S'inscrivant dans le cadre des sorties et des rencontres de consultation avec les acteurs du secteur, dont les opérateurs de téléphonie mobile, la visite du ministre à "Ooredoo" vise à "améliorer la couverture des réseaux de communications électroniques et à optimiser la qualité des prestations fournies aux citoyens", précise le communiqué. A cette occasion, M. Zerrouki s'est enquis "des ressources humaines et des structures techniques et commerciales de l'entreprise, à travers un exposé exhaustif qui a braqué la lumière sur les investissements lancés pour renforcer sa présence et ses services au profit de ses abonnés en Algérie". Lors de cette visite, le ministre a exhorté les responsables de l'entreprise "à poursuivre les investissements afin d'optimiser la performance du réseau de téléphonie mobile, et d'améliorer la qualité des services fournis tout en accordant un intérêt particulier à la couverture des principaux axes routiers et des zones à faible densité de population, à travers notamment l'accélération de la cadence de réalisation des projets s'inscrivant dans le cadre du programme du Service universel", ajoute la même source. M. Zerrouki a saisi cette occasion pour réitérer "la disponibilité du ministère à accompagner les opérateurs du secteur et à faciliter leur activité", mettant en avant "le soutien de son département ministériel à toutes les initiatives favorisant l'innovation et concrétisant les objectifs de la stratégie nationale de transformation numérique", conclut le communiqué.

UN RESPONSABLE DE L'UE L'A SOULIGNÉ  
**L'UE souhaite renforcer son partenariat avec l'Algérie**

L'Union européenne (UE) ambitionne de donner un "nouvel élan" à sa coopération avec l'Algérie, a affirmé Florian Ermacora, chef de l'unité "Afrique du Nord" au sein du département de la Commission européenne chargé des relations avec le voisinage. S'exprimant à l'occasion d'une visite de travail en Algérie du 27 au 30 janvier dernier, M. Ermacora a souligné l'engagement de l'UE à renfor-

cer le partenariat entre les deux parties dans le cadre du développement d'un "nouveau pacte pour la Méditerranée", selon un communiqué publié sur le site officiel de l'UE. Cette visite avait pour objectif de mener des consultations en vue de définir les priorités de la coopération entre l'UE et l'Algérie pour la période 2025-2027. La délégation européenne comprenait des représentants des départements en charge du voisinage, de l'énergie, des affaires intérieures, de la migration et des affaires étrangères. Lors de cette mission,

la délégation a tenu des entretiens avec des responsables de plusieurs ministères algériens, notamment ceux des Affaires étrangères, de l'Energie et des Mines, de l'Hydraulique, de l'Industrie, du Commerce et des Finances. Elle a également été reçue à l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI). Les discussions ont porté sur plusieurs axes de coopération, notamment l'investissement, la facilitation du commerce, les énergies renouvelables, la migration, la culture et la création d'emplois, selon la même source.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

**Signature d'une convention avec le groupe pharmaceutique Biopharm**

Une convention de partenariat a été signée lundi entre l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et le groupe pharmaceutique Biopharm, à l'occasion d'une cérémonie de sortie d'une nouvelle promotion de pharmaciens de la faculté de médecine de l'UMMTO. La convention a été signée par les responsables des deux entités en présence du wali, Aboubaker Esseddik Boucetta, et porte sur le renforcement de la recherche scientifique et de la formation, ainsi que sur l'élargissement de l'expertise dans le domaine de la fabrication et du contrôle des produits pharmaceutiques. Cette nouvelle convention, qui s'ajoute à des dizaines d'autres déjà signées par l'UMMTO, permettra aux deux contractants de développer un partenariat gagnant-gagnant et d'élargir l'ouverture de l'UMMTO sur son environnement socio-économique, a souligné, à l'occasion, son recteur, le Professeur Ahmed Bouda. Pour rappel, la semaine dernière, l'UMMTO avait signé trois (3) conventions, dont deux avec des organisations du monde agricole, la Coopérative agricole polyvalente locale (CAPTO) et une entreprise spécialisée dans les huiles essentielles et végétales (SoSa-Bio) et une troisième avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Ces conventions sont destinées à permettre aux étudiants de l'UMMTO de "bénéficier d'un spectre élargi de terrains de stages et d'opportunités d'emplois" et aux partenaires du savoir-faire de l'université en leur ouvrant les portes de ses 34 laboratoires de recherche".

TASSILI AIRLINES

**Un programme spécial Hadj 2025**

Tassili Airlines compte lancer, pour la première fois de son histoire, un programme spécial hadj 1446/2025, indique, lundi, le directeur général de cette compagnie aérienne, Abdessamed Ourihane. M. Ourihane s'exprimait devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence du président de l'Assemblée, M. Brahim Boughali, du Président directeur général d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, et du PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni. «Pour la première de son histoire, Tassili Airlines mettra en place un programme de vols pour le hadj, avec des vols directs à destination des Lieux saints», a fait savoir M. Ourihane, ajoutant que «cette démarche témoigne de notre capacité à s'adapter aux besoins nationaux pour assurer davantage de services aux hadjistes algériens, tout en

maintenant les normes de qualité et de ponctualité». Cet effort, poursuit-il, fait suite au programme «réussi» de la Omra 2024, en collaboration avec les agences de voyage. Evoquant le bilan de l'année écoulée, le DG a rappelé, particulièrement, le renforcement des vols domestiques avec l'ajout de la ligne Alger-Ain Salah-Tamanrasset à raison de deux (2) vols par semaine, ainsi que la ligne Alger-Béchar-Alger (2 vols/semaine), faisant part du lancement de la ligne Tindouf-Alger (chaque dimanche), en vue de contribuer au développement économique et à la promotion du tourisme en Algérie. Outre les vols intérieurs, la compagnie a élargi son offre en augmentant le nombre de sièges disponibles sur ses lignes internationales, proposant ainsi des vols réguliers vers Strasbourg, Nantes et Paris, afin de répondre aux besoins de la communauté algérienne établie à l'étranger.

**Mercuriale**

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعة الاستهلاك ليوم 03 فيفري 2025  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Février 2025

Produit / المنتج	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Pomme de terre	74	89	58		البطاطا
Tomate	96	112	80		الطماطم
Oignon sec	51	57	44		البصل الجاف
Ail sec	503	571	435		الثوم الجاف
Carotte	68	78	59		الجزر
Navet	81	92	71		لفت
Choux fleur	66	74	57		قرنبيط
Choux	82	91	73		الكرفس
Courgette	151	166	137		الكوسية
Haricot vert	350	369	331		الفاصولياء الخضراء
Laitue	98	110	86		الخس
Mandarine	120	150	90		الندرين
Orange	100	130	70		البرتقال
Citron	110	135	85		الليمون
Pomme locale	408	517	298		التفاح المحلي
Datte	526	659	393		التمر
Banane	433	447	419		الموز
Viande bovine locale	1766	1896	1637		لحم البقر المحلي
Poulet de chair	337	349	325		الدجاج
Œufs (Unité)	18	19	17		البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	102	92		حليب البقر (لتر)

**Dernière composition de DZAIRINDEX**

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,36	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	2370,00	0,00	0,59	2,69	7,11	7,59	540	1 279 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,25	-0,29	11,96	5,50	30000	68 190 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,81	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-10,80	2,03	-	1234	499 770,00

## PRODUCTION DE L'HYDROGÈNE VERT EN ALGÉRIE

**Les recommandations  
des experts**

*Des académiciens et experts en énergie ont affirmé, lundi à Alger, que les capacités importantes dont dispose l'Algérie en matière de production et d'exportation de l'hydrogène vert lui permettraient de jouer un rôle pivot sur le plan international à l'avenir, notamment face à la forte demande européenne sur cette source d'énergie.*

Par R. E.

Ces propos ont été tenus lors de la 3<sup>e</sup> édition de la Conférence sur l'avenir de l'énergie, organisée par "Auxilium Energy and Entrepreneurship Company", avec le concours de Sonatrach, de l'Algerian Energy Company (AEC), et du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), en sus de plusieurs entreprises.

En effet, les participants ont unanimement souligné que les ressources énergétiques de l'Algérie lui permettraient de jouer un rôle stratégique dans le développement d'une économie hydrogène compétitive, relevant à ce titre la nécessité de réduire les coûts de production en investissant dans la recherche et en soutenant les start-ups afin de développer des solutions à même de réduire les coûts et d'améliorer la compétitivité sur les marchés internationaux.

La conférence a également été l'occasion de souligner l'importance de drainer des investissements étrangers et de renforcer la coopération entre les centres de recherche et d'industrie en Algérie pour optimiser l'exploitation des énergies renouvelables et se mettre au diapason des dernières avancées technologiques en la matière. A cet égard, le directeur de l'hydrogène et des énergies alternatives au CEREFÉ, Rabah Sellami a présenté la stratégie algérienne de transition énergétique, notamment en ce qui concerne la production d'hydrogène vert, qui, selon lui, pourrait contribuer à accélérer le processus de transition énergétique dans le pays. Mettant en avant les efforts déployés par plusieurs pays en vue de développer l'hydrogène vert, notamment en Europe qui prévoit d'investir 320 milliards de dollars d'ici 2030 pour produire 10 fois plus que ce dont elle a besoin d'en importer la même quantité, M. Sellami a souligné que l'Algérie disposait de toutes les capacités lui permettant de produire cette énergie propre et répondre à une part substantielle de la de-

mande européenne. Il a, à ce propos, indiqué que l'Europe misait sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour satisfaire ses besoins en termes d'hydrogène vert, ce qui conforte la place de l'Algérie en tant que fournisseur, eu égard à ses grandes capacités de production ainsi que de la facilité de l'exportation via les hydrogénéoducs. De son côté, le professeur à l'université de Teesside (Royaume-Uni), Michael Short, a mis en évidence les capacités de l'Algérie en matière de production d'hydrogène vert et d'énergies renouvelables en général, appelant à recourir à des méthodes efficaces pour l'exploitation des sources d'énergie renouvelable. Il a également mis en exergue l'importance de développer les moyens de stockage de l'énergie et de créer une complémentarité entre les différentes sources d'énergie nouvelle, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et garantir la sécurité énergétique. A ce titre, l'enseignant à l'Université de Teesside (Royaume-Uni), a mis en avant l'importance d'encourager l'opération de décarbonation et de développement de techniques d'hydrogène, à travers le lancement d'initiatives de recherche et d'innovation industrielle, en vue d'aider les sociétés à surmonter les défis tech-

niques inhérents à la décarbonation et à la production de l'énergie propre. Quant au consultant en énergie, Chouaib Boutemine, il a souligné l'importance de réduire l'empreinte carbone, à travers la technique de séquestration et de stockage de carbone, se félicitant des projets de Sonatrach de réduction de l'empreinte carbone. Concernant le développement de l'innovation, le chef du projet de recherche et de développement à Sonatrach, Badreddine Boutaghriout, a souligné dans son intervention que la recherche et le développement basés sur un modèle pratique constituaient un catalyseur pour la réalisation de la transformation numérique, saluant les efforts consentis par le groupe pour développer les produits et les nouvelles techniques. Quant à l'architecte et homme d'affaires, Mohamed Taher Gueraïria, il a présenté quelques méthodes de réalisation de business model flexibles dans l'industrie de l'énergie, à travers l'intégration de l'innovation et de la durabilité, soulignant à ce titre que le recours aux techniques émergentes, comme l'intelligence artificielle (IA) dans les stratégies d'affaires permet de développer des stratégies souples et prospectives.

## VENTE DU GPL À L'INTERNATIONAL

**Sonatrach augmente ses prix**

Sonatrach a augmenté les prix de vente officiels du gaz liquéfié GPL pour le mois de février, avec une hausse comprise entre 1,6 % et 7,1 % par rapport à janvier. Cette augmentation est due à la hausse des prix du pétrole et à la diminution de l'offre en gaz de pétrole liquéfié sur le marché mondial, selon des sources citées par Reuters. D'après la même source,

Aramco a augmenté le prix officiel du propane de 10 dollars, atteignant ainsi 635 dollars la tonne, et celui du butane du même montant, portant son prix à 625 dollars la tonne. De son côté, Sonatrach a augmenté le prix du propane de 15 dollars, atteignant 565 dollars la tonne, tandis que le prix du butane a augmenté de 40 dollars pour s'établir à 600 dollars la tonne. Pour rappel, le pro-

pane et le butane sont deux types de gaz liquéfié, qui se différencient notamment par leur point d'ébullition. Ils sont utilisés comme carburant pour les véhicules, pour le chauffage, ainsi que comme matières premières dans l'industrie pétrochimique. Les prix fixés par Sonatrach servent de référence pour la région de la Méditerranée et de la mer Noire, y compris la Turquie.

R. E.

## SONELGAZ- BAKER HUGHES

**Vers la fabrication locale de turbines à gaz de petite taille**

Par Mourad A.

Dans le cadre de son engagement pour le renforcement de l'industrie locale et le développement de partenariats internationaux, Sonelgaz a engagé des discussions avec Baker Hughes, acteur majeur de l'industrie énergétique. Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach, et Mourad Adjal, DG de Sonelgaz, ont rencontré Lorenzo Simonelli, PDG de la société américaine, pour explorer la possibilité de fabriquer des turbines à gaz de petite taille en Algérie.

Cette rencontre a eu lieu lors de la 25<sup>e</sup> assemblée annuelle de Baker Hughes à Florence, en Italie, du 2 au 4 février 2025. Elle s'est centrée sur l'intégration de cette technologie sur le marché algérien, avec l'ambition de l'étendre

aux marchés africains et régionaux. Les échanges ont également porté sur le transfert de compétences, notamment en matière de maintenance des turbines à gaz et d'équipements industriels, permettant à ALGESCO, une filiale stratégique de Sonelgaz, de renforcer sa présence sur le continent africain.

Dans cette optique, la fabrication locale de turbines de petite taille à gaz vise à répondre aux besoins énergétiques croissants du marché algérien tout en réduisant la dépendance aux importations. Ce projet devrait également stimuler l'intégration industrielle nationale, créant des emplois et développant une expertise locale dans le domaine des équipements énergétiques. Une collaboration avec la Société Algérienne des Industries Électriques

et Gazières (SAIEG) est également envisagée pour produire localement des pièces de rechange, contribuant à augmenter le taux d'intégration nationale dans ce secteur stratégique. Les responsables de Sonelgaz et Sonatrach ont également profité de cette rencontre pour échanger avec les dirigeants d'Eni sur les perspectives de coopération dans les énergies renouvelables, un secteur où l'Algérie cherche à s'affirmer comme un acteur régional majeur.

Cette initiative témoigne de la volonté de Sonelgaz de soutenir les objectifs nationaux de diversification économique, tout en relevant les défis mondiaux de la transition énergétique. À travers ce partenariat stratégique, l'Algérie ambitionne de devenir un acteur clé dans le secteur énergétique mondial et de s'imposer comme un

pôle industriel et énergétique majeur en Afrique. Il convient de noter que le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, de son côté, a rencontré, dimanche dernier une délégation du Cluster algérien des industries électriques pour discuter du développement de l'industrie électrique algérienne et de son rôle sur le marché africain. Les échanges ont porté sur la coopération entre les secteurs publics et privé, l'amélioration des mécanismes de fabrication, et la promotion des équipements locaux. Ils ont également abordé la transition énergétique, l'efficacité énergétique et le soutien au contenu local. Arkab a réaffirmé l'engagement du secteur de l'énergie à soutenir ce Cluster pour renforcer l'industrie électrique locale et la compétitivité internationale de l'Algérie.

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE DE LA BOSNIE EN VISITE EN ALGÉRIE

**Le renforcement de la coopération bilatérale au menu**

Par Selma R.

À l'invitation du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, le ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie de la Bosnie-Herzégovine, M. Verdan Laketich, effectue une visite de travail en Algérie du 4 au 6 février 2025, annonce le ministère dans un communiqué. Cette visite, précise la même source, s'inscrit dans le cadre du renforcement des perspectives de coopération bilatérale entre les deux pays dans les domaines de l'énergie, des hydrocarbures et des énergies renouvelables, y compris l'électricité, l'énergie solaire photovoltaïque et les infrastructures associées, ainsi que la recherche, l'exploration, l'exploitation et la transformation des ressources minières.

Cette visite reflète également la volonté commune entre l'Algérie et la Bosnie-Herzégovine d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique et de développer les relations bilatérales dans des domaines d'intérêt commun. Au cours de cette visite, le ministre bosnien de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie, accompagné d'une délégation de la société nationale bosnienne d'électricité "Energoinvest", tiendra une série de réunions avec le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, ainsi qu'avec les responsables des groupes Sonatrach, Sonelgaz et Sonarim. La délégation bosnienne effectuera également des visites sur le terrain dans plusieurs installations énergétiques pour prendre connaissance des capacités et de l'expertise algériennes dans ce domaine. Le ministère a indiqué également que cette visite reflète la nouvelle dynamique des relations entre l'Algérie et la République de Bosnie-Herzégovine, visant à renforcer le partenariat économique et à échanger des expériences et des savoir-faire, au service des intérêts communs des deux pays.

## TÉBESSA

**Collecte de plus de 400 tonnes d'aides humanitaires pour le peuple palestinien à Ghaza**

**P**lus de 400 tonnes d'aides médicales, alimentaires, de matelas et de couvertures destinées aux Palestiniens dans la Bande de Ghaza ont été collectés dans la wilaya de Tébessa dans le cadre des efforts de soutien de l'Algérie face la crise humanitaire qu'ils endurent. Le wali, Ahmed Belhaddad a donné, lundi devant le siège de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) du chef-lieu de wilaya, le coup d'envoi de la caravane chargée de ces aides en direction du centre de collecte des aides dans la wilaya de Blida pour ensuite être acheminées vers les frères en Palestine. Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général du comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA), Samir Salhi, a précisé que la caravane se compose de 23 camions chargés de ces aides collectées par les divers secteurs, des associations caritatives, des opérateurs économiques et des hommes d'affaires. Il a également ajouté que cette caravane constitue une initiative de solidarité avec "nos frères dans la bande Ghaza pour atténuer leurs souffrances dues aux crimes perpétrés à leur encontre par l'occupation sioniste".

## OUARGLA

**L'importance de la bonne gouvernance dans le secteur agricole soulignée**

*L'importance de la bonne gouvernance et de la transparence dans le secteur de agricole pour prévenir la corruption, au titre de la stratégie nationale de transparence et de prévention de la corruption, a été soulignée, lundi à Ouargla, par les participants à la conférence régionale intitulée "Stratégie du secteur de l'agriculture pour la transparence et la prévention de la corruption".*

**L**es intervenants, représentants et cadres des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et la Pêche et de la Justice, ainsi que de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, ont estimé que la réalisation de la transparence, de la bonne gouvernance et la prévention et la lutte contre la corruption requièrent une forte volonté, traduite par des mesures procédurales et pratiques. L'inspecteur général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Nadjib Zerrouki, a affirmé que le secteur de l'agriculture affiche "une forte volonté de mettre en œuvre, en coordination avec la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, les axes, objectifs et mesures de la stratégie nationale pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption, à l'instar de ces rencontres et conférences". "L'implication de l'institution universitaire et de la Recherche scientifique dans cette stratégie s'insère dans le cadre d'une vision exhaustive et harmonieuse servant le développement durable", a-t-il également relevé, ajoutant que "l'association de la recherche scientifique consacre l'ouverture de l'université sur son environnement socioéconomique". Et d'ajouter que les pratiques procédurales et de terrain doivent être amor-

cées par la sensibilisation et la formation, suivies de l'appui des mécanismes de contrôle par l'implication de la société civile et des instances et institutions de contrôle à priori et postérieur". M. Zerrouki a évoqué, en outre, les résultats "très encourageants" obtenus en 2024 en matière de production céréalière et de cultures stratégiques, qui contribuent à "l'affranchissement de la dépendance aux hydrocarbures, pour atteindre la sécurité alimentaire, objectif constant dans les programmes du ministère de l'Agriculture, en application des orientations du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune". Pour sa part, le membre du conseil de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Lyès Bensaci, a soutenu, dans sa communication intitulée "les mécanismes de consolidation de la transparence, de la prévention et de la lutte contre la corruption en Algérie", que "la ratification par l'Algérie de la convention onusienne contre la corruption est une source de législation pour la stratégie de prévention et de lutte contre la corruption en Algérie, et ce en plus de la signature des conventions de l'Union Africaine (2006) et arabe (2010) de lutte contre la corruption". "Le secteur de l'Agriculture constitue, de par ses spécificités, un des

secteurs cibles du blanchiment d'argent", a noté M. Bensaci, faisant remarquer que la haute autorité pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption s'emploie à "ancrer le principe de l'intégrité et de la transparence dans la gestion, pour parer aux cas éventuels de corruption". Le président de la Cour de justice d'Ouargla, Omar Mouni, a noté que "la stratégie de développement durable arrêtée par l'Etat algérien ne s'articule pas sur les hydrocarbures, mais beaucoup plus sur le développement du secteur de l'Agriculture, notamment l'agronomie saharienne, en tant que choix stratégique pour atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaire". Initiée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avec le concours de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en coordination avec la Cour de justice d'Ouargla, cette rencontre régionale, tenue à l'université Kasdi Merbah, est la seconde du genre après celle organisée en décembre 2024 pour les wilayas du Centre du pays. Elle s'est déroulée en présence des représentants des secteurs de la Justice et de l'Agriculture, de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que d'opérateurs agricoles et éleveurs issus de huit wilayas du Sud du pays.

## CONSTANTINE

**Raccordement en électricité de plus de 2000 foyers dans plusieurs communes**

**U**n total de 2.047 foyers en zones urbaines, suburbaines et rurales de 10 communes de la wilaya de Constantine, a été raccordé au réseau électrique, au titre de l'exercice précédent (2024), a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'énergie et des mines. Il s'agit de la concrétisation de 38 opérations dont 20 ont ciblé des zones rurales reculées et 18 autres au profit de régions urbaines et suburbaines de la wilaya à travers la pose

d'un réseau électrique de distribution de plus de 50km, d'un coût global de 613 millions DA, a déclaré à l'APS le chargé de la gestion du service électricité et gaz à la même direction, Tarek Guemouh, précisant que 1091 foyers sont situés dans des zones urbaines et suburbaines, en plus de 956 habitations dans des zones reculées à l'instar des mechtas de Guamra Sassi, dans la commune de Messaoud Boudjeriou, de Houïma (Beni H'midene) et d'Aïn T'rab (Ibn

Ziad). D'autre part et afin de renforcer l'alimentation en cette énergie durant la période hivernale actuelle, 3 nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service dans la wilaya de Constantine la fin de l'année 2024, en vue de lutter contre les coupures du courant électrique, a précisé de son côté le directeur de distribution de l'électricité et du gaz de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, Tahar Bezghoud. L'opération a porté sur l'installation 2

transformateurs électriques dans la commune d'Aïn Abid (au Sud-Est de Constantine), tandis que le troisième a été affecté à la ville Ali-Mendjeli (site des 4 chemins) d'une capacité de 400 kilovolts pour chacun et ce dans le cadre du programme de la saison 2024-2025 hors été, a-t-il révélé, notant que 11 départs électriques, ont été mis en place dans les communes d'El Khroub, de Benbadis, d'Ouled Rahmoune et d'Aïn Smara, ainsi qu'à la circonscription

administrative d'Ali Mendjeli (unité de voisinage n7) et au pôle urbain Aïn Nehas (El Khroub). Pour rappel, le programme été 2024 a consisté en l'installation de 2 autres transformateurs électriques et 4 départs dans les localités de Salah Derradji et de Massinissa (El Khroub) et dans la commune d'Aïn Abid, selon la même source, qui a ajouté que l'ensemble de ces opérations ont mobilisé une enveloppe financière globale estimée à 380 millions DA.

## MILA

**Cinq nouvelles spécialités de formation professionnelle pour la session Février 2025**

**C**inq nouvelles spécialités de formation ont été introduites à l'offre des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Mila au titre de la session de février 2025, a-t-on appris lundi auprès de la responsable locale du secteur, Mme Samira Ben El-Madjat. Au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la direction du secteur, la

même responsable a précisé que le nombre de spécialités proposées pour cette session qui débutera le 23 février a cru à 87 après l'introduction de cinq nouvelles spécialités répondant aux besoins du marché local de travail. Les nouvelles spécialités sont l'infographie, la taille et la greffe d'arbres, la confection de costumes traditionnels (niveau 3), entretien et assainissement et confection des pâtes

de brioches et croissants, a précisé la même source. Au cours des cinq dernières années (2020-2024), les spécialités de formation ont enregistré une "grande évolution" avec l'introduction de 65 nouvelles spécialités pour répondre aux besoins du marché de l'emploi dans les domaines de l'agriculture, du bâtiment, des travaux publics, de l'informatique, de l'hôtellerie,

du tourisme, de l'électricité et de l'électronique. L'offre de formation pour la nouvelle session comporte 5.545 postes dont 2.715 en formation diplômante et 2.830 en formation qualifiante. L'inscription pour ces postes sur la plateforme "Takwin" a débuté le 12 janvier dernier et se poursuivra au 15 février, a précisé la directrice du secteur.

# En 2025, la France et l'Europe face à des problèmes économiques inédits

La France démarre l'année sans budget; l'UE s'interroge sur l'avenir de son industrie automobile et se demande ce que Donald Trump va sortir de sous sa casquette: bien malin qui peut prévoir à quoi va ressembler l'année qui s'ouvre. **2<sup>e</sup> partie et fin**



Par Gérard Horny

**L**a politique de développement d'une industrie nationale soutenue massivement par des fonds publics (les spécialistes estiment le montant total des subventions accordées à ce seul secteur entre 2009 et 2023 à 231 milliards de dollars) a remporté un succès allant au-delà de toutes les prévisions. Bien que la Chine soit devenue le premier marché mondial, loin devant les États-Unis, les capacités de production des dizaines de producteurs locaux dépassent de très loin la demande nationale, d'où une bataille féroce sur les prix et un besoin vital de partir à la conquête des marchés étrangers. Aux États-Unis, Joe Biden a voulu montrer que Donald Trump n'était pas le seul à savoir se servir des droits de douane pour protéger l'industrie américaine. Dès le mois de mai 2024, il a promis une multiplication par quatre des taxes, qui passeraient ainsi à 100% sur les véhicules électriques chinois. La mesure est entrée en application à la fin du mois de septembre. Il n'empêche que les géants américains souffrent sur les marchés extérieurs, notamment en Chine, et sur leur propre marché où, de surcroît, la poussée inflationniste des deux dernières années a pesé sur les ventes. Donald Trump a encore semé un peu plus le trouble en menaçant d'augmenter les droits de douane sur les importations en provenance du Mexique et du Canada: les constructeurs américains, qui ont fortement investi dans ces deux pays au cours des dernières décennies, en seraient les premières victimes.

## Les constructeurs européens à la peine

Mais c'est probablement en Europe que la situation est la plus compliquée. L'évolu-

tion du cours des actions de ses principaux constructeurs en 2024 ne laisse aucune place au doute: recul de 40,2% de Stellantis (Peugeot, Citroën, Fiat, Chrysler, Opel, et neuf autres marques), de 21,8% pour BMW, de 20,4% pour Volkswagen, de 8,8% pour Mercedes-Benz. La seule exception est Renault, en hausse de 27,5%.

Les constructeurs européens souffrent de leur recul sur le marché chinois, dû pour l'essentiel à leur retard dans la conception des véhicules électriques, mais aussi de la concurrence chinoise sur les autres marchés, y compris le leur, qui n'est pas très dynamique. Sur les onze premiers mois de 2024, les immatriculations de voitures neuves n'ont progressé que de 0,4% dans l'Union européenne, avec une nette hausse de 5,1% en Espagne, mais une baisse de 3,7% en France et de 0,4% en Allemagne.

Face à la difficulté de respecter les normes européennes en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> en raison de la faiblesse des ventes de véhicules électriques, les constructeurs européens craignent de devoir payer des pénalités, à moins de vendre plus de véhicules électriques à perte ou de réduire leurs ventes de véhicules thermiques. Coincés entre une concurrence chinoise très agressive et une Amérique qui menace de se fermer davantage encore, leurs marges de manœuvre sont faibles.

L'Europe ne reste certes pas inactive, mais elle est face à des choix difficiles. Trop ferme face à la Chine en ce qui concerne l'automobile, elle s'expose à des représailles dans d'autres secteurs; trop laxiste, elle laisserait ses constructeurs sans défense.

Le choix a été fait d'une fermeté que l'on pourrait qualifier de raisonnée: hausse des droits de douane sur les véhicules électriques chinois pouvant aller jusqu'à 35,3% (en plus des 10% existants), mais

avec des différences selon les constructeurs et le niveau d'aide publique dont ils ont bénéficié, de façon à essayer de ne pas trop irriter Pékin. C'est ainsi qu'est imposé depuis fin octobre un droit compensateur de 7,8% sur les Tesla fabriquées en Chine, de 17% sur les voitures BYD, de 18,8% sur celles de Geely, de 35,3% sur celles de SAIC. Les constructeurs européens s'en félicitent, mais demandent à ce qu'on revienne aussi sur la réglementation en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>.

## Les normes, un sujet de première importance

Cette dernière demande n'est pas une exception: la réglementation climatique n'est pas seule en cause et de telles revendications concernent bien d'autres secteurs, dans l'industrie comme dans l'agriculture. La question des normes imposées aux producteurs est aujourd'hui un sujet de première importance en Europe et il ne saurait être question de l'ignorer ou de le minimiser. Il est tout à l'honneur des dirigeants européens de se soucier du climat, de la biodiversité, de la santé des citoyens et de l'éthique dans les questions financières. Mais si les normes édictées ont pour première conséquence de pénaliser les producteurs européens, déjà affaiblis face à la concurrence par un coût plus élevé de l'énergie, leur justification apparaît moins évidente.

Si l'Europe veut continuer à exister entre la Chine et les États-Unis, et rassembler d'autres parties du monde autour de ses valeurs, il va falloir qu'elle joue serré. Ne faudrait-il pas davantage se focaliser sur quelques objectifs majeurs et laisser aux producteurs le soin de les atteindre de la façon qui semble leur convenir le mieux? Par exemple, est-il raisonnable d'établir des normes d'émission de CO<sub>2</sub> année par année? Ne vaudrait-il pas mieux avoir un seul objectif, tel que l'arrêt des ventes de véhicules neufs à moteur

thermique à partir de 2035, tout en laissant à chaque constructeur le soin de définir sa stratégie pour arriver à ce but dans dix ans?

La question va se poser avec encore plus d'acuité avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Quand on voit ce barbare inculte proclamer que «droit de douane» est le plus beau mot du dictionnaire, ou réclamer que les compagnies pétrolières américaines se remettent à forer tant et plus et demander aux Britanniques d'en faire autant en mer du Nord et d'arrêter les éoliennes, on peut craindre que le climat des affaires ne se durcisse et ne devienne encore plus menaçant pour le climat tout court.

## L'Europe ne fait plus guère rêver

Si l'Europe veut continuer à exister entre la Chine et les États-Unis, et rassembler d'autres parties du monde autour de ses valeurs, il va falloir qu'elle joue serré, avec des objectifs clairs et des moyens de les atteindre pouvant susciter l'adhésion de ses habitants et celle d'autres pays. La tâche va être rude, car l'Amérique n'a pas attendu Trump pour être «great again». Les entreprises américaines pèsent à elles seules pour environ 70% de la capitalisation boursière mondiale. Trois d'entre elles, Apple, Nvidia et Microsoft, valent chacune plus de 3.000 milliards de dollars, soit l'équivalent ou plus du PIB de la France. Dans tous les pays, les entreprises qui réussissent songent à se faire coter à New York et les entrepreneurs qui ont de grands projets n'ont qu'une idée en tête: les réaliser aux États-Unis. Il faut se rendre à l'évidence: le rêve américain façon Donald Trump n'est pas un cauchemar pour tout le monde. L'Europe, elle, ne fait plus guère rêver que les pays qui ont la Russie de Vladimir Poutine à leur frontière.

Source : Slate.fr

## TUNISIE

# Les exportations vers l'Afrique ont augmenté de 1,7% en 2024

La Turquie a progressivement renforcé ses liens économiques avec le continent depuis 2003 en utilisant plusieurs canaux, dont l'ouverture de représentations diplomatiques, les accords de coopération sécuritaire et les outils de soft power comme les organisations religieuses ou humanitaires.

La valeur des exportations turques vers les pays africains s'est établie à 19,4 milliards de dollars en 2024, enregistrant ainsi une hausse de 1,7% par rapport à 2023, selon des données publiées le jeudi 30 janvier par l'Assemblée des exportateurs de Turquie (TIM). Le continent a absorbé 7,4% du total des exportations de la Turquie durant l'année écoulée, grâce notamment à la forte demande émanant des pays d'Afrique du Nord, a-t-on ajouté de même source. Avec 3,5 milliards de dollars en 2024, l'Égypte est devenue la première destination des exportations turques vers l'Afrique. La normalisation des relations entre les deux pays après plusieurs années de tensions diplomatiques provoquées par le soutien d'Ankara à la confrérie des Frères Musulmans a été à l'origine d'une hausse de 21,8% de ces exportations.

Deux autres pays d'Afrique du Nord figurent dans le top 3 des destinations africaines des exportations du pays émergent du Moyen-Orient : le Maroc (3,1 milliards \$) et la Libye (2,5 milliards \$).

Outre l'Égypte, les exportations turques ont connu de fortes augmentations vers d'autres pays africains comme le Ghana (+49,6% comparativement à 2023), le Nigeria (+9,1%), la Libye (+ 8,4%) et le Maroc

(+6,9%). La ventilation sectorielle des exportations turques vers l'Afrique durant l'année écoulée montre que le secteur des produits chimiques tient le haut du pavé avec 3,1 milliards de dollars, devant ceux des céréales, légumineuses, oléagineux et leurs dérivés (2,5 milliards \$), de l'acier (2 milliards \$), de l'industrie automobile (1,4 milliard \$) et des produits électriques et électroniques (1,3 milliard \$).

La politique africaine adoptée par la Turquie en 2023 a donné une grande impulsion à sa présence sur le continent. Les échanges commerciaux bilatéraux sont passés de 3 milliards de dollars en 2003 à près de 41 milliards de dollars en 2022, alors que les entreprises turques ont réalisé 1977 projets

d'infrastructures d'une valeur cumulée de 91,6 milliards de dollars en Afrique à la mi-novembre 2024, selon le vice-président turc, Cevdet Yilmaz (photo).

La Turquie a utilisé plusieurs canaux pour accroître sa présence et son influence en Afrique, dont le renforcement de ses liens diplomatiques et la tenue de plusieurs sommets dédiés à la coopération bilatérale. La présence turque en Afrique est également militaire. L'armée turque dispense des formations à certaines forces de sécurité africaines, comme c'est le cas en Libye et en Somalie. A Mogadiscio, la Turquie a ainsi construit un centre de formation militaire pour former l'armée somalienne à la lutte contre le groupe extrémiste Al-Shebab.

Ankara est également un important exportateur d'armes, dont les célèbres drones Bayraktar TB2 et les véhicules blindés Kirpi, vers les pays africains.

La Turquie utilise par ailleurs des outils de soft power à l'instar de plusieurs autres puissances engagées en Afrique. La Fondation Maarif, créée par l'État, a par exemple ouvert près de 180 écoles dans une trentaine de pays africains alors que des centaines d'étudiants africains sont encouragés chaque année, à travers l'attribution de bourses, à poursuivre leurs études dans des universités turques. Des organisations religieuses ou humanitaires sont aussi très actives dans la construction de mosquées, d'hôpitaux et de centres de soins.

## La Tunisie vise les 11 millions de touristes en 2025

Avec 10,2 millions de touristes enregistrés en 2024, la Tunisie revoit ses ambitions à la hausse. Le pays s'est fixé la barre 11 millions de visiteurs comme objectif pour 2025. Pour 2025, la Tunisie vise les 11 millions de touristes, selon des propos attribués au ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Sofiane Tekaya par la presse locale. Ce dernier aurait indiqué lors d'une interview que des partenariats existent déjà avec plusieurs transporteurs aériens étrangers qui contribuent à relier les aéroports locaux à l'Europe. « De nombreux établis-

sements hôteliers sont sur le point d'ouvrir leurs portes dans plusieurs villes et régions touristiques dont Djerba, Sousse, Tozeur et Tabarka » aurait-il affirmé, ajoutant que les capacités limitées de TunisAir, le transporteur aérien public, constituent le seul obstacle à l'atteinte de cet objectif. Cette ambition si elle se concrétise repositionnera la Tunisie dans le classement des pays les plus visités en Afrique. Avec 10,2 de visiteurs l'année dernière, le pays dispute avec l'Afrique du Sud la 3e place sur la marche du podium des principales destinations touristiques du

continent. L'Afrique du Sud dont les chiffres au titre de 2024 ne sont pas encore connus, prévoit en effet atteindre près de 11 millions de touristes, l'exercice 2023-2024 devant être bouclés en fin mars prochain. Selon les chiffres de la Banque mondiale, cette industrie malgré la baisse de performance en 2021 a généré environ 1,05 milliards d'euros à ce pays d'Afrique du Nord, ce qui correspondait à 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) et à environ 6% de toutes les recettes touristiques internationales en Afrique du Nord.

## QATAR

### Les bénéfices de Milaha augmentent à 8,93% en 2024

Les bénéfices nets de Qatar Navigation Q.P.S.C. (Milaha) ont augmenté de 8,93% au cours de l'exercice fiscal se terminant le 31 décembre 2024, pour atteindre 1,12 milliard de QR, par rapport à l'année précédente, qui s'élevait à 1,03 milliard de QR.

Le bénéfice par action (BPA) a atteint 0,99 QR en 2024, contre 0,91 QR en 2023, selon les données publiées aujourd'hui par la société sur le site Internet de la Bourse du Qatar.

Le conseil d'administration a décidé de recommander à l'assemblée générale de distribuer un dividende en espèces de 40 % de la valeur nominale d'une action, ce qui équivaut à 0,40 QR par action.

## MAURITANIE

## L'Etat veut mobiliser 2,4 milliards \$ pour un accès universel à l'électricité

A l'instar de plusieurs autres pays africains, la Mauritanie possède suffisamment de ressources renouvelables pour sécuriser son approvisionnement en énergie, satisfaire sa demande intérieure tout en se positionnant comme un important acteur du marché.

Lors du Sommet Mission 300 à Dar es Salaam, la Mauritanie a présenté un ambitieux plan pour atteindre un accès universel à l'électricité. S'appuyant sur ses vastes ressources renouvelables, le pays cherche à mobiliser 2,4 milliards \$ pour transformer son paysage énergétique. Le ministre des Finances Sid'Ah-

med Ould Bouh (à gauche sur la photo), et le ministre de l'Énergie Mohamed Ould Khaled (à droite), ont détaillé le plan visant la construction de centrales électriques, l'expansion des infrastructures de transport et de distribution, et le développement de l'électrification rurale, soulignant que la moitié du financement nécessaire, soit 1,2 milliard \$, devrait être couvert par des investissements privés.

L'annonce de cet ambitieux plan à l'occasion de ce sommet n'est pas anodine. Mission 300, une initiative collective visant à fournir l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici 2030, offre en effet une

plateforme stratégique pour attirer des financements innovants et catalyser des solutions renouvelables.

La Mauritanie est confrontée à une dépendance structurelle aux combustibles fossiles, qui représentent la majeure partie de son approvisionnement énergétique. En 2021, près de 48 % de sa population n'avait pas accès à l'électricité, avec une consommation par habitant bien inférieure à la moyenne mondiale. Cependant, le pays dispose d'un potentiel renouvelable considérable. Ses ressources solaires et éoliennes, parmi les plus compétitives en Afrique, pourraient ré-

duire significativement sa dépendance aux importations de combustibles fossiles, qui ont coûté près de 10% du PIB en 2019. Ce potentiel pourrait également répondre aux besoins énergétiques croissants du secteur minier, qui représente plus de 25% des recettes budgétaires et dépend encore largement du diesel. En exploitant ces ressources, le pays pourrait non seulement répondre à ses besoins domestiques, mais aussi devenir un acteur majeur dans l'exportation d'hydrogène vert, une énergie propre en forte demande à l'échelle mondiale.

## ARABIE SAOUDITE

## La Mecque teste des bus à hydrogène pour promouvoir l'énergie propre et le développement durable

Le deuxième essai de bus à pile à hydrogène a été lancé à La Mecque. Il est supervisé par la Commission royale pour la ville de La Mecque et les lieux saints, en collaboration avec le ministère de l'Énergie, l'Autorité générale des transports, la Direction générale de la défense civile et le Département général de la circulation. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un protocole d'accord entre la commission et le ministère visant à mettre en œuvre

un projet pilote de bus à pile à hydrogène sur des itinéraires déterminés, a rapporté l'agence de presse saoudienne (Saudi Press Agency).

Il a pour objectif d'étudier l'utilisation de l'hydrogène dans les transports, de développer une expertise commerciale et technique, et de collecter des informations en vue d'une potentielle expansion future. Il vise également à sensibiliser le public à la technologie de l'hydrogène. Grâce à cette initiative, la Commission

entend mettre en place des solutions de transport basées sur les énergies propres, dans le but d'améliorer la qualité de vie, conformément aux objectifs de Vision 2030 visant à réduire les émissions et à protéger l'environnement.

Le projet vise également à améliorer les services offerts aux pèlerins et aux participants à la Omra, afin d'enrichir leur expérience sur les lieux saints, a rapporté la SPA.

L'essai du bus à hydrogène est intégré au

projet de bus de La Mecque, avec un plan opérationnel garantissant la sécurité et la sûreté. Il s'agira notamment de faire circuler les bus sur l'itinéraire désigné et de déployer une station mobile de ravitaillement en hydrogène.

L'évaluation portera sur l'efficacité, les performances, la viabilité opérationnelle, la rentabilité et le confort des passagers, afin d'assurer une évolution du système de transport public de La Mecque vers un service plus durable.

## AFRIQUE DU SUD

# Eskom face à de nouvelles difficultés sur le réseau électrique

Après avoir passé plus de dix mois sans coupures d'électricité, les Sud-Africains se sont retrouvés confrontés à un effondrement du réseau. Une panne que la société publique d'électricité d'Afrique du Sud, Eskom a réussi à maîtriser.

En Afrique du Sud, la société publique d'électricité Eskom a suspendu dimanche 2 février 2025 aux alentours de 6 h, les délestages qu'elle mettait en œuvre depuis deux jours. Vendredi 31 janvier, en effet, la compagnie avait annoncé un rationnement de la fourniture d'électricité. L'entreprise a expliqué ce choix qui a mis fin à une période de plus de dix mois sans coupure dans le pays, par des défis techniques qui l'ont obligé à entreprendre immédiatement une maintenance de certaines de ses installations et l'utilisation des réserves énergétiques d'urgence. « Après un revers temporaire qui a nécessité la mise en œuvre de dé-

lestages au cours du week-end, Eskom a suspendu les délestages à partir de 6 h aujourd'hui en raison de la récupération de réserves d'urgence suffisantes », a déclaré Eskom. La compagnie rassure quant à sa capacité à garantir à nouveau « un approvisionnement stable » grâce à l'ajout d'un total de 2 930 MW au réseau électrique. Une capacité qui devrait être renforcée par une puissance supplémentaire de 2 391 MW.

**Des inquiétudes quant à la surcharge du réseau**

Si la compagnie a amélioré la stabilité de l'approvisionnement électrique, le spectre de nouveaux délestages prolongés ne s'est pas

totallement éloigné pour autant. Des préoccupations demeurent cependant quant à la charge du réseau à cause entre autres des actes de vandalisme des infrastructures électriques ou encore les connections illégales. Pour rappel, la persistance des coupures d'électricité a affecté la croissance du PIB réel de l'Afrique du Sud qui a baissé à 0,6 % en 2023 contre 1,9 % en 2022, selon des données de la Banque africaine de développement (BAD). L'institution a signalé également des perspectives économiques faiblement positives pour le pays, avec une croissance du PIB attendue à 1,6 % en 2025, mais les pénuries d'électricité pourraient freiner cette reprise.

## CÔTE D'IVOIRE

## Le chantier de la centrale photovoltaïque FERKE SOLAR (52,42 MWc) a débuté

La Côte d'Ivoire accélère le développement des énergies renouvelables, avec un objectif de 45% dans son mix énergétique d'ici 2030. Le gaz naturel domine, mais le solaire monte en puissance avec des projets comme Katiola et Ferkessedougou, soutenus par des financements privés.

Le gouvernement ivoirien a lancé dimanche 2 février la construction de la centrale solaire photovoltaïque FERKE SOLAR, un projet de 52,42 MWc porté par PFO Energies, filiale de l'entreprise de BTP PFO Africa. D'un coût de 41 milliards FCFA (environ 65 millions USD), le projet entre dans le cadre de la stratégie énergétique du pays visant les 45% d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Étalée sur 70 hectares dans la ville de Ferké (à 230 km au nord de Bouaké), la centrale qui devrait être opérationnelle d'ici fin 2025 sera équipée de 70 000 panneaux photovoltaïques de dernière génération produisant 90 GWh d'énergie propre par an, soit l'équivalent de la consommation de 370 000 foyers. Elle augmentera de près de 100% la capacité solaire installée actuelle du pays, permettant d'alimenter durablement les ménages de la région tout en générant plus de 600 emplois locaux durant sa phase de construction.

Pour financer cette dernière, PFO Energies a bénéficié en décembre 2024 d'un investissement de 52 millions d'euros provenant du Fonds EAAIF du Private Infrastructure Development Group et de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

Le développement de FERKE SOLAR reflète l'accélération de la transition énergétique en Côte d'Ivoire et s'inscrit dans une dynamique plus large de mobilisation de financements privés internationaux pour le solaire. Récemment, le pays a signé un accord avec Katiola Solar Power, filiale de l'industriel suisse JC Mont-Fort, pour une centrale solaire de 50 MWc financée à hauteur de 52,69 millions USD.

Avec un taux d'énergies renouvelables déjà appréciable, la nation ivoirienne affiche de grandes ambitions pour 2030, que les nouveaux projets solaires intégrés aux infrastructures existantes vont l'aider à atteindre.

## Le Sénégal numérise l'identification des entreprises et des associations

Le pays mise sur la transformation numérique pour son développement socioéconomique. Le gouvernement multiplie les initiatives pour exploiter le numérique afin d'améliorer l'accès aux services, renforcer la transparence et stimuler l'innovation. Abdourahmane Sarr, ministre sénégalais de l'Économie, du Plan et de la Coopération, a inauguré la semaine dernière une plateforme numérique dédiée à l'obtention du Numéro d'identification nationale des entreprises et des associations (NINEA). Cette initiative pourrait

contribuer à simplifier et accélérer les démarches administratives pour l'enregistrement des entreprises et associations. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique du Sénégal, le « New Deal Technologique », qui vise à positionner le pays comme un leader régional de l'innovation. Le gouvernement met un accent particulier sur la numérisation des services publics et privés afin d'améliorer l'efficacité administrative, l'inclusion numérique et la transparence. « L'immatriculation au NINEA englobe les entre-

prises exerçant une activité au Sénégal, les associations nationales ou étrangères régulièrement déclarées ou autorisées, les syndicats professionnels, les administrations publiques centrales, les établissements publics, les collectivités locales et les partis politiques, les opérateurs occasionnels, les propriétaires fonciers, les organisations non gouvernementales (ONG), etc. », explique l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) dans son rapport pour le troisième trimestre 2023.

## LES ÉTATS-UNIS ENVISAGENT DE FERMER L'USAID

## Un impact de plusieurs milliards \$ pour l'Afrique

L'aide américaine au développement traverse une période d'incertitude. Au cœur de cette tempête, l'USAID, pilier des programmes d'assistance à travers le monde, voit son avenir remis en question. Un enjeu de taille, notamment pour l'Afrique. Washington envisage de « fermer » l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), si l'on en croit une déclaration datant du lundi 3 février d'Elon Musk, chargé de l'efficacité gouvernementale dans l'administration Trump. Cette annonce intervient dans un contexte de réorganisation de l'aide extérieure américaine, amorcée par un décret signé le 25 janvier 2025, gelant l'aide étrangère pendant 90 jours, à l'exception d'Israël, de

l'Égypte et l'aide alimentaire d'urgence. Si Elon Musk ne donne pas suffisamment de détails pour comprendre comment cette potentielle « fermeture » allait se faire, à part rappeler qu'elle bénéficierait de l'aval du nouveau président américain Donald Trump, cette déclaration coïncide avec une autre annonce majeure. Le secrétaire d'État Marco Rubio a indiqué lundi qu'il prenait la direction par intérim de l'USAID afin de mettre fin à des « insubordinations » internes qui rendraient impossible l'examen de l'agence prévu par l'administration. Selon lui, l'USAID agirait comme « entité non gouvernementale indépendante » et serait, « dans de nombreux cas », « impliquée dans des programmes qui vont à l'encontre de ce que nous es-

sayons de faire avec notre stratégie nationale ».

**Un impact direct sur l'Afrique**

Cette annonce suscite de vives inquiétudes, notamment en Afrique où l'USAID joue un rôle crucial dans le financement de programmes vitaux sur le continent, notamment dans des secteurs essentiels comme la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et la gouvernance. L'importance de ce rôle en Afrique peut se mesurer à travers les annonces faites dans les mois précédant l'élection de Trump. En août 2024, l'agence a annoncé 424 millions de dollars d'aide humanitaire, et la fourniture de vaccins pour lutter contre la mpox. Lors d'une visite en Angola en décembre 2024, l'an-

cienn président Joe Biden avait annoncé une aide humanitaire de plus d'un milliard de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans 31 pays africains, dont 823 millions de dollars alloués via l'USAID. L'agence a également lancé à Madagascar début décembre un hub d'énergie solaire au bénéfice de 1200 ménages, et le même mois alloué près de 29 millions de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire en Somalie. Il est encore trop tôt pour affirmer que cette fermeture envisagée de l'USAID ira jusqu'au bout. Il faudra suivre de près les développements des prochaines semaines. Cependant, même si la décision finale n'est pas encore prise, les conséquences potentielles pour l'Afrique sont déjà considérables.

## CAMEROUN

## Le transport par rail de la future production de bauxite se précise

Avec plus de 100 millions de tonnes de réserves de minerai, le projet Minim Martap est bien positionné pour devenir la première mine de bauxite du Cameroun. Son propriétaire Canyon Resources veut utiliser l'infrastructure ferroviaire existante pour transporter la production. Canyon Resources a obtenu l'accord du gouvernement du Cameroun pour l'emplacement de son installation ferroviaire intérieure. Dans un communiqué du mardi 4 février, la compagnie indique qu'il s'agira de la station de chargement

du minerai de bauxite provenant de la mine Minim Martap et destiné à être acheminé par rail jusqu'au port de Douala. Minim Martap se positionne comme la première mine de bauxite du Cameroun, avec des réserves prouvées de 109 millions de tonnes. Canyon multiplie les efforts ces dernières années pour garantir l'exportation de la future production de bauxite par le biais du chemin de fer. En plus de la récente approbation gouvernementale, la compagnie a annoncé le mois dernier l'obtention d'un prêt auprès de l'un de ses ac-

tionnaires (Eagle Eye Asset - EEA) pour acquérir 22 locomotives et 550 wagons pour le transport de la production. « L'approbation de l'emplacement de l'installation ferroviaire intérieure arrive à point nommé pour la société après l'accord de souscription récemment annoncé avec EEA pour financer l'achat de matériel roulant. Les détails clés de ces accords sont pris en compte dans l'étude de faisabilité définitive en cours », a commenté Jean-Sébastien Boutet, DG de Canyon. Au-delà de l'étude de faisabilité qui devrait s'ache-

ver au deuxième trimestre 2025, d'autres travaux sont encore nécessaires pour permettre l'entrée en production de la mine. La compagnie doit achever les négociations avec Camrail et le Port de Douala concernant les accords d'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires. Il restera ensuite à obtenir le financement pour construire la mine, puisqu'une convention minière existe déjà entre le Cameroun et Canyon. Le gouvernement a aussi octroyé un permis minier pour Minim Martap.

# DONALD TRUMP MET SUR PAUSE SES MENACES DOUANIÈRES

## Rebond des Bourses asiatiques

Les Bourses en Asie rebondissaient mardi, soulagées par la suspension des droits de douane que Donald Trump projetait d'imposer au Mexique et au Canada - de quoi revigorer les titres des constructeurs automobiles et de faire baisser les cours du pétrole.

### Les Bourses soulagées grimpent de concert

Vers 01H45 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 1,50% à 39.097,04 points, et l'indice élargi Topix de 1,14% à 2751,24 points. Les deux avaient plongé de plus de 2% lundi. À Séoul, l'indice Kospi montait de presque 2%. La Bourse de Sydney gagnait 0,42%. Vers 02H30 GMT à Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 3,11% à 20.846,94 points. Les places de Chine continentale restaient fermées pour le dernier jour des congés du Nouvel An lunaire. L'annonce de droits de douane américains de 25% imposés au Mexique et au Canada avait provoqué une déflagration lundi sur les marchés mondiaux, les Bourses dégringolant à l'unisson, affolées par le risque d'emballlement d'une guerre commerciale au colossal coût économique. Mais le président Donald Trump a suspendu lundi pour un mois son projet d'imposition de taxes douanières au Canada et au Mexique, après l'annonce d'un renforcement de la lutte contre le trafic de fentanyl dans ces deux pays. Il doit par ailleurs s'entretenir sous peu avec la Chine, sous le coup d'une taxe de

10% s'ajoutant aux droits de douane existants. «La suspension des mesures ciblant le Canada et le Mexique a permis d'apaiser les inquiétudes sur les droits de douane, de quoi conforter le moral des investisseurs» et amorcer une reprise «après la dégringolade de la veille», souligne Kosuke Oka, du courtier japonais Monex Securities. «Il n'y a pas encore eu de signe d'accord avec la Chine, mais Trump a déclaré que les États-Unis discuteront avec la Chine dans les prochains 24 heures», ajoute Michael Wan, de MUFG. Pour autant, la nervosité devrait persister, insiste-t-il: «les droits de douane resteront probablement un outil important pour faire avancer le programme politique de la seconde administration Trump pour ses objectifs commerciaux et non-commerciaux».

### L'automobile reprend des couleurs

Les constructeurs automobiles japonais Toyota, Honda et Nissan, tout comme le sud-coréen Kia avaient dévissé lundi de plus de 5% après l'annonce des droits américains visant le Mexique, où ils disposent de nombreuses usines, cruciales dans leurs chaînes de production visant à approvisionner le

marché aux États-Unis. Logiquement, la suspension des droits imposés par Donald Trump éloigne pour l'heure la menace d'un bouleversement de leurs investissements et de leur production. À Tokyo vers 01H45 GMT, Toyota rebondissait de 2,90%, Nissan de 2% et Honda de 1,74%. À Séoul, Kia progressait de 2,71%.

### Peso mexicain toujours vulnérable, rebond du bitcoin

Après avoir lourdement trébuché, le peso mexicain et le dollar canadien avaient regagné du terrain lundi en fin de journée, portés par la suspension de l'application de droits de douane américains sur les produits importés du Mexique et du Canada. Signe d'une fébrilité persistante, les deux devises cédaient cependant à nouveau un peu de terrain mardi dans les échanges asiatiques. Vers 01H45, face au dollar américain, le peso mexicain reculait de 0,38% et le dollar canadien de 0,29%. Le billet vert continuait par ailleurs à se renforcer (+0,25%) face à la devise japonaise, à 155,13 yens pour un dollar.

L'or, valeur refuge par excellence face aux incertitudes, brillait toujours (+0,29% à 2.823 dollars l'once) après avoir touché lundi un nouveau record en cours d'échanges. Les investisseurs avaient délaissé lundi les cryptomonnaies, actifs à risque, pour couvrir leurs pertes sur d'autres marchés - mais le bitcoin a nettement rebondi après le sursis annoncé par Donald Trump. Il confortait ses gains en Asie (+0,52% à 101.402 dollars).

### Baisse du pétrole, la crainte sur l'offre recule

Les cours du pétrole avaient été poussés lundi par les inquiétudes sur l'offre, le Canada - visé par les droits de douane - étant un exportateur majeur de brut vers les États-Unis. Le risque de perturbation s'éloignant, les prix se reprenaient: vers 01H45 GMT, le baril de WTI américain perdait 1,16% à 72,31 dollars, celui de Brent de la mer du Nord 0,66% à 75,46 dollars. Le maintien du calendrier d'augmentation de production de l'Opep+ contribuait par ailleurs à rassurer sur l'offre mondiale d'or noir et à faire pression sur les prix.

## INQUIÈTE DES TENSIONS COMMERCIALES

### La Bourse de Paris recule

La Bourse de Paris évolue dans le rouge mardi, les investisseurs suivant l'évolution des tensions commerciales provoquées par Donald Trump, entre accalmie avec le Canada et le Mexique et représailles en Chine. Vers 09H40 (heure de Paris), le CAC 40 perdait 0,44%, à 7.820,40 points, en recul de 34,52 points. La veille, l'indice parisien avait déjà cédé 1,20%, soit 95,25 points, à 7.854,92 points. «Les marchés vont devoir se réhabituer au style Trump et à la volatilité», ont résumé les analystes de Natixis. Les conséquences des annonces de hausse des droits de douane le week-end dernier par Donald Trump contre le Canada, le Mexique et la Chine, qui ont provoqué une chute des principales bourses occidentales et asiatiques lundi, n'en finissent pas de bousculer les marchés. «Les investisseurs montrent leur soulagement quant au report des tarifs douaniers américains contre le Canada et le Mexique», après des discussions entre le président américain et les dirigeants de ces deux pays lundi, a expliqué Andreas Lipkow, analyste indépendant. Mais l'inquiétude reste de mise face à «la décision du gouvernement chinois de répliquer aux droits de douane américains», a relevé John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Pékin a annoncé mardi l'introduction dès le 10 février de droits de douane de 15% sur le charbon et le gaz américains, et de 10% sur le pétrole et d'autres biens, comme les machines agricoles, les véhicules de sport de grosse cy-

lindrée et les camionnettes.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt à dix ans français atteignait 3,12% vers 09H40, contre 3,11% la veille en clôture. Son équivalent allemand, référence en Europe, atteignait 2,40%, contre 2,38% lundi. Pluie de résultats

Les marchés scrutent par ailleurs les résultats publiés par les entreprises. Le groupe bancaire BNP Paribas (+1,86% à 65,49 euros vers 9h40) a annoncé mardi un bénéfice net en hausse de 4,1% en 2024, à 11,68 milliards d'euros, tiré par les résultats de la banque de financement et d'investissement. Dassault Systèmes (-0,13% à 37,28 euros) a vu lui son bénéfice net bondir de 14% en 2024, terminant sur un "solide" dernier trimestre grâce au succès de son logiciel 3DEXPERIENCE, et va accélérer dans l'intelligence artificielle, a-t-il annoncé mardi.

Le premier gestionnaire d'actifs en Europe, Amundi, avançait de 0,60% à 66,75 euros, après avoir annoncé lundi qu'il gèrerait à la fin de l'année 2024 près de 2.240 milliards d'euros, un nouveau record porté par la croissance des fonds indiciels cotés (ETF) et de ses activités en Asie.

Le géant français de la communication Publicis gagnait 0,20% à 102,60 euros après avoir qualifié son exercice 2024 d'"historique", soldé par un bénéfice net en hausse de 26,5% et s'est dit confiant pour 2025 où il compte continuer à s'appuyer sur l'intelligence artificielle.

## CAC 40

### Accalmie sur le commerce, mais le risque persiste

La Bourse de Paris devrait poursuivre son repli mardi, alors que les investisseurs tentent d'évaluer les implications du retour au premier plan de la guerre commerciale, et notamment ses conséquences au niveau de la croissance mondiale. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin de mois - recule de 17,5 points à 7850,5 points, laissant entrevoir une prolongation du mouvement baissier de la veille. Pourtant largement anticipées, les velléités protectionnistes manifestées ce week-end par Donald Trump ont semblé avoir pris de court des marchés qui misaient jusqu'ici sur l'impact positif du retour de l'homme d'affaires new-yorkais à la Maison Blanche. Si le coup de froid initial ayant suivi l'annonce de surtaxes douanières contre le Canada,

le Mexique et la Chine s'est quelque peu estompé au fil de la séance, le marché parisien a tout de même perdu 1,2% à 7854 points hier. Le Mexique a en effet réussi à négocier et obtenir un délai de grâce d'un mois moyennant l'envoi de 10.000 hommes qui seront chargés de sécuriser la frontière avec les États-Unis. Washington a également suspendu les droits de douane contre le Canada après que le premier ministre Justin Trudeau eut annoncé des renforts à la frontière afin de limiter le trafic de drogue, surtout la contrebande de fentanyl, un opioïde qui fait des ravages Outre-Atlantique. Ces développements favorables ont permis d'apaiser un peu les craintes des investisseurs à Wall Street, où le Dow Jones a réussi à limiter ses pertes à 0,3% hier soir, tandis que le

Nasdaq cédait 1,2%. De son côté, la Chine a annoncé ce mardi la mise en oeuvre de mesures de rétorsion aux nouveaux tarifs douaniers de Donald Trump en imposant des taxes sur les hydrocarbures et en lançant une enquête contre Google. Mais le président chinois Xi Jinping a prévu de s'entretenir dans la journée avec son homologue américain, laissant entrevoir un possible assouplissement de leurs positions respectives. «Si une certaine incertitude persiste, nous constatons que le président américain reste ouvert à la discussion et qu'il aboie plus qu'il ne mord», commentent les analystes de Danske Bank. Les Bourses asiatiques ont d'ailleurs salué la nouvelle, comme l'illustre le rebond de 0,7% opéré par le Nikkei de Tokyo, là où l'indice Hang Seng de Hong Kong

grimpait plus nettement de 2,4%. Reste que les investisseurs commencent à se faire à l'idée d'une guerre commerciale de grande ampleur, qui viendrait freiner la croissance économique mondiale et pénaliser l'évolution des marchés financiers. «Je crois que les traders commencent déjà à se lasser de ces questions commerciales et qu'ils préféreraient revenir au régime précédent, qui était basé sur l'appréciation des données économiques, de la croissance et des politiques monétaires, mais nous y revoilà encore», lâche Chris Weston, le directeur de la recherche chez Pepperstone. Dans ce contexte, la vague de résultats prévue aujourd'hui risque bien de passer au second plan. En Europe, de nombreux ténors de la cote dont BNP Paribas, Dassault

Systèmes, Infineon, Publicis ou UBS ont dévoilé leurs comptes ce matin. Aux États-Unis, Merck, Pfizer et Spotify annonceront les leurs à la mi-journée, avant les publications très attendues d'Alphabet et d'AMD prévues ce soir après la clôture de Wall Street. A l'exception des offres d'emplois 'Jolts' et des commandes à l'industrie aux États-Unis, aucun indicateur de premier plan ne figure à l'agenda économique ce mardi. Les rendez-vous avec l'économie vont toutefois s'accélérer dans les prochains jours, pour culminer vendredi avec le rapport sur l'emploi américain pour le mois de janvier. Ce programme chargé laisse espérer un scénario qui permettrait aux fondamentaux du marché de reprendre le dessus.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Février 2025  
Valeur : 05 Février 2025

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136.1497	136.1647
1	EUR EURO	139.0905	139.1195
1	GBP POUND STERLING	167.1574	167.2785
100	JPY JAPANESE YEN	87.4324	87.4476
1	CNY CHINESE YUAN	18.7741	18.7795
1	CHF SWISS FRANC	148.0049	148.1339
1	CAD CANADIAN DOLLAR	92.5307	92.5598
1	DKK DANISH KRONE	18.6397	18.6435
1	SEK SWEDISH KRONA	12.0922	12.0956
1	NOK NORWEGIAN KRONE	11.8905	11.8953
1	AED UAE DIRHAM	37.0647	37.0748
1	SAR SAUDI RIYAL	36.2979	36.3048
1	KWD KUWAITI DINAR	440.1866	440.5199
1	TND TUNISIAN DINAR	42.3569	42.7826
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.5638	13.5653
1	LYD LIBYAN DINAR	27.6082	27.7496
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.4209	3.4316
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.5185	177.5185

## ETATS-UNIS

# Donald Trump signe un décret pour créer un fonds souverain américain

Donald Trump a cité l'achat du réseau social TikTok comme exemple potentiel d'acquisition qui pourrait être facilitée par un fonds américain, mais n'a pas donné plus de détails.

Donald Trump a signé lundi un décret qui doit lancer la création d'un fonds souverain américain et qui pourrait être utilisé pour aider au sauvetage de l'application TikTok aux États-Unis. «D'autres pays ont des fonds souverains, ce sont des pays beaucoup plus petits, et ce ne sont pas les États-Unis», a déclaré Donald Trump devant les journalistes après avoir signé le décret. Un fonds souverain est un fonds d'investissement détenu par un État qui exploite les réserves économiques excédentaires d'un pays, généralement issues des recettes liées aux ressources naturelles ou des excédents commerciaux, afin de générer des bénéfices sur le long terme. Le fonds norvégien, largement alimenté par les recettes tirées des revenus pétroliers, est le plus important au monde. La Chine, Abou Dhabi et l'Arabie saoudite disposent également de fonds importants. En 2024, le fonds norvégien a affiché un rendement de 13%, contribuant à porter sa valeur à 19.742 milliards de couronnes (1.678 milliards d'euros) à la fin de l'année. «La taille et l'ampleur extraordinaires du gouvernement américain, et les affaires qu'il mène avec les entreprises, devraient créer de la richesse pour les citoyens américains», a déclaré le candidat de Donald Trump au poste de secrétaire au Commerce, Howard Lutnick. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a indiqué aux journalistes que le fonds serait mis en place dans les 12 prochains mois.

## «Personnes très fortunées»

Donald Trump a cité l'achat du réseau social TikTok comme exemple potentiel d'acquisition qui pourrait être facilitée par un fonds américain, mais n'a pas donné plus de détails. «Nous pourrions placer cet argent dans le fonds souverain, quel qu'il soit, ou si nous établissons un partenariat avec des personnes très fortunées», a-t-il déclaré. TikTok est en proie à une loi américaine qui lui impose de se séparer de son propriétaire chinois ByteDance, sous peine d'être interdit aux États-Unis. Le président a donné à TikTok

jusqu'au début du mois d'avril pour se plier à cette loi qui fait suite aux préoccupations des États-Unis selon lesquelles le gouvernement chinois pourrait utiliser l'application pour espionner les Américains ou influencer secrètement l'opinion publique aux États-Unis. Avec TikTok, «si nous concluons le bon accord, nous le ferons. Sinon, nous ne le ferons pas», a déclaré Donald Trump lors de sa prise de parole devant les journalistes à la Maison Blanche. Il a par ailleurs fait savoir qu'il était en discussion avec plusieurs interlocuteurs au sujet de l'achat de TikTok, notamment Elon Musk, Larry Ellison et le géant de la technologie Microsoft.

## La Chine ouvre une enquête anti-monopole contre Google

Cette annonce survient juste après l'entrée en vigueur de taxes douanières des États-Unis contre les produits chinois. Haro sur les États-Unis du côté de Pékin. La Chine a annoncé ce mardi ouvrir une enquête contre le géant technologique américain Google, qu'elle dit soupçonner d'avoir enfreint sa réglementation anti-monopole, une annonce intervenant juste après l'entrée en vigueur de taxes douanières des États-Unis contre les produits chinois. «Google étant soupçonné d'avoir violé la loi anti-monopole de la République populaire de Chine, l'agence étatique pour la régulation du marché a lancé une enquête (sur le groupe américain) conformément à la loi», a déclaré l'organisation gouvernementale dans un communiqué.

## LE PRÉSIDENT JAVIER MILEI L'À ANNONCÉ

## L'Argentine va lever le contrôle des changes en 2026

Le président argentin Javier Milei a annoncé lundi une levée du contrôle des changes qui limite l'accès de la population au dollar américain en 2026, voire plus tôt en cas de nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Même «sans l'aide du Fonds, nous enlèverons le "piège" (nom donné au contrôle des changes, ndr) en 2026, il n'existera plus le 1er janvier» prochain, a-t-il assuré sur la chaîne de télévision La Nación+. Le change-

ment pourrait intervenir «plus rapidement» en fonction de l'avancée des négociations pour un nouveau programme d'aide du FMI, a-t-il ajouté. Le précédent plan, qui portait sur 44 milliards de dollars (42,6 milliards d'euros), a expiré fin 2024. Le «piège des changes», tel qu'il est dénommé en Argentine, est en vigueur depuis 2019 et contrôle l'accès au dollar américain, devise refuge dans un pays qui a vu la valeur de son peso dégringoler, affectant

gravement le pouvoir d'achat de la population. L'ultralibéral Javier Milei est arrivé à la présidence en 2023 avec la promesse de s'attaquer à un niveau d'inflation alors parmi les plus élevés du monde et de mener un plan d'austérité draconien. La hausse des prix sur un an a ralenti de près de moitié à 117% en 2024, selon les chiffres officiels, et Buenos Aires s'est félicité de son premier excédent budgétaire en 14 ans sur la même année. Ces indica-

teurs ont toutefois pour corollaire un coût social: récession, perte de centaines de milliers d'emplois, et bond de la pauvreté à plus de 50% de la population au premier semestre 2024. Même si elle a, ces derniers mois, montré des signes de baisse. Également lundi, le gouvernement a annoncé l'entrée en vigueur d'un abaissement du rythme mensuel de dévaluation du peso, qui perdra 1% par période face au billet vert, contre 2% précédemment.

## GROS ÉMETTEUR DE GAZ À EFFET DE SERRE

## Le transport maritime doit accélérer sa décarbonation

Le transport maritime doit s'atteler urgemment en Europe à la réduction de son empreinte carbone qui s'est fortement dégradée depuis 2018, exhorte l'Agence européenne de l'environnement (AEE) dans une étude publiée mardi. «Le rapport reflète le besoin urgent pour le secteur du transport maritime d'augmenter ses efforts pour réduire son empreinte carbone et d'autres impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau», a déclaré la directrice de l'AEE, Leena Ylä-Mononen, citée dans un communiqué.

Rappelant le caractère crucial du transport maritime pour l'économie européenne, l'étude énumère les émissions nocives pour l'homme et son environnement. Les émissions de méthane ont été multipliées par deux entre 2018 et 2023, le secteur maritime représentant 26% des émissions totales de méthane du secteur des transports de l'UE.

Déversements de pétrole En 2022, le CO2 émis par le transport maritime - soit 137,5 millions de tonnes de CO2, un niveau similaire à celui d'avant la pandémie de Covid-19 et supérieur de 8,5% à celui de 2021 - représentait 3 à 4% des émissions de CO2 dans l'UE, une part amenée à augmenter si aucun effort n'est réalisé. En outre, entre 2015 et 2023, les émissions d'oxyde d'azote ont augmenté de quelque 10% dans l'UE. Dans certaines zones, l'augmentation est encore plus prononcée : 33% dans l'Atlantique, 32% dans l'Arctique contre 8% en Méditerranée.

Autre source de pollution, les déversements de pétrole - principalement en mer du Nord et en Méditerranée, zones les plus fréquentées - et les rejets d'eaux usées et de plastiques provenant des navires. D'après l'étude, les déchets marins provenant de la pêche et du transport maritime auraient été réduits de moitié au cours des dix dernières années mais restent difficiles à surveiller.

Il faut «accélérer les efforts pour passer à des carburants plus propres, à des pratiques portuaires et de navigation durables pour réduire son impact sur les écosystèmes marins et côtiers», a insisté Leena Ylä-Mononen. À l'échelle mondiale, 3,3% du tonnage brut mondial fonctionne avec des carburants alternatifs et des batteries, a souligné l'AEE, relevant la forte concurrence entre les secteurs pour l'utilisation des biocarburants.

## UBS

## L'intégration de Crédit Suisse «pratiquement achevée fin 2026»

Le géant bancaire UBS a publié des résultats meilleurs qu'attendu pour le quatrième trimestre et s'est dit confiant pour l'intégration de Crédit Suisse, estimant que l'essentiel du rapprochement sera bouclé comme visé d'ici fin 2026. Pour le quatrième trimestre, la banque qui avait dû racheter son ex-rivale en 2023 sous la pression des autorités suisses pour éviter sa faillite, a fait état d'un bénéfice net de 770 millions de dollars (748 millions d'euros), contre une perte de 279 millions de dollars lors de la même période un an plus tôt, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Son chiffre d'affaires s'est également accru de 7% à 11,6 milliards de

dollars, porté par la hausse des marchés boursiers qui soutenu aussi bien les transactions dans la gestion de fortune que dans la banque d'investissement. Par comparaison, les analystes interrogés par l'agence suisse AWP tablaient en moyenne sur un bénéfice net de 536 millions de dollars pour 11,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

## «Nous avons atteint tous nos jalons clés»

Pour l'ensemble de l'exercice 2024, la banque a dégagé un bénéfice net 5 milliards de dollars après un bénéfice hors normes de 27,3 milliards de dollars en 2023 lié à un

gain comptable résultant de l'écart entre la valeur des actifs de Credit Suisse et les 3 milliards de dollars déboursés par UBS pour reprendre son ex-concurrente. «Nous avons atteint tous nos jalons clés de l'intégration en 2024 et nous avons significativement réduit le risque d'exécution», a déclaré le directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, cité dans le communiqué.

«Nous sommes confiants quant à notre capacité à achever l'essentiel de l'intégration d'ici fin 2026», a-t-il ajouté alors que le rapprochement des deux banques constitue une immense chantier compte tenu de leur taille. Un mouvement de panique en mars 2023 avait fait vaciller Crédit Suisse,

qui était alors la deuxième plus grande banque du pays alpin. Elle était également classée parmi les 30 banques au niveau mondial considérée comme trop grosses pour les laisser faire faillite. En 2024, UBS a franchi plusieurs étapes, notamment dans le rapprochement au niveau légal, ce qui a ensuite permis d'amorcer le transfert des clients de Credit Suisse vers les systèmes d'UBS. La banque a déjà réalisé une partie de ces transferts, «sans accroc», précise le communiqué détaillant ses résultats. Elle a également déjà atteint 58% de son objectif total de réduction des coûts de 13 milliards de dollars d'ici fin 2026.

DANS L'ATTENTE D'UN PLAN

# Le lobby de l'automobile remet la pression sur Bruxelles

Faisant face à des amendes de plusieurs milliards d'euros, les constructeurs automobiles veulent que le dialogue s'accélère avec les instances européennes.

Il y a quelques jours, ce jeudi 30 janvier 2025, les constructeurs automobiles étaient invités autour de la table d'Ursula van der Leyen, la présidente de la Commission européenne, pour discuter des amendes qui pendent comme une épée de Damoclès au-dessus de leur tête. Celles liées aux normes CAFE qui obligent les marques à ne pas dépasser certains seuils d'émissions de CO<sub>2</sub> sur l'ensemble de leur gamme. Toujours sur la route d'une électrification totale de l'automobile pour 2035. Face à la peur des constructeurs automobiles de devoir déboursier plusieurs milliards, la Commission a proposé des "solutions immédiates" et des "flexibilités". Et peut-être d'envisager d'épargner les constructeurs risquant des amendes en cas de non-respect des objectifs. Une lueur d'espoir dans un contexte difficile : menace des constructeurs chinois, arrivée au pouvoir de Trump qui menace à tout-va d'imposer des droits de douanes... Une situation d'urgence que l'ACEA (Association européenne des constructeurs automobiles) a tenu à rappeler ce 3 février 2025 dans un communiqué, visant à mettre un peu plus la pression sur Bruxelles.

## La bonne volonté de l'industrie

Si un plan d'action sera dévoilé le 5 mars comme l'a annoncé Ursula van der Leyen, l'ACEA semble vouloir rappeler



à la fois le caractère pressant de celui-ci, mais aussi la bonne volonté des constructeurs automobiles. "L'industrie ne peut pas attendre que la Commission conclue le dialogue stratégique sur l'avenir de l'industrie automobile pour résoudre la question des pénalités de 2025 pour les voitures et les fourgonnettes. Des décisions d'investissement critiques sont prises maintenant, pas dans quelques mois."

La directrice générale de l'ACEA, Sigrid de Vries précise elle dans le communiqué que "les solutions qui sont sur la table pour les véhicules légers sont des

flexibilités et non un virage dans la politique de décarbonation", assurant que les constructeurs vont dans la direction de l'électrification. Et d'ajouter qu'"il n'y a pas de retour en arrière sur la transition - plus de 250 milliards d'euros d'investissement des constructeurs de véhicules dans les technologies zéro émission en sont le meilleur témoignage".

## Les constructeurs, seuls responsables ?

Par ailleurs, l'ACEA regrette que les constructeurs soient les seuls à être

visés. "Les fabricants sont la seule partie passible d'amendes importantes pour des conditions qui échappent à leur contrôle, telles que le déploiement insuffisant de l'infrastructure de recharge et de recharge d'hydrogène." Le but maintenant est donc de trouver une solution rapide entre l'industrie et les instances politiques européennes, afin que la conformité se fasse de manière plus progressive, sans risques de pénalités, notamment dans le cas où la montée en force des véhicules électriques serait plus lente que prévue.

## Volkswagen lance son Tayron en diesel TDI : un pari osé en 2025 ?



Volkswagen étoffe la gamme de son grand SUV familial Tayron : après l'essence et l'hybridation rechargeable, voilà l'arrivée du diesel. Une offre toujours pertinente sur ces gros porteurs, mais qui peindra peut-être à trouver son public. Présenté à la presse en octobre dernier, le Volkswagen Tayron a pris le relais du Tiguan Allspace. Mais si le nom change, la recette n'évolue pas : il s'agit toujours d'un Tiguan "XL" avec la possibilité d'avoir cinq ou sept places. Le Tayron comble par ailleurs le gap, s'il en était un, entre le Tiguan et le Touareg. Mais si nous avons pu monter à bord, nous n'avons toujours pas mis à l'épreuve le grand modèle familial allemand. Et Volkswagen n'a pas attendu les tests routiers pour amener de nouvelles versions. D'abord commercialisé en essence à microhybridation et en hybride rechargeable, le Tayron voit aujourd'hui arriver une version diesel TDI que l'on qualifiera d' inédite en 2025, même sur un grand SUV. En effet, la plupart des concurrents (Renault Espace, Peugeot 5008) ont abandonné le diesel pour se concentrer sur des moteurs essence à différents niveaux d'hybridation. Un choix pas toujours évident pour client sur des véhicules lourds, hauts et qui ont tendance à être rapidement gourmands lorsque le seul moteur essence fonctionne. Volkswagen tente donc de ne pas oublier ceux qui privilégient la faible consommation du diesel.

## Un Tayron TDI malgré la chute du diesel

On ne peut pas dire que le lancement d'un diesel en 2025 est une opération très sûre tant la part de marché de cette énergie a dégringolé : à peine plus de 4 % des ventes de voitures neuves en France en janvier 2025 ! Autant dire que les immatriculations de Tayron TDI devraient donc être rares. Mais Volkswagen tente le coup. Le Tayron (dont les prix sont connus) hérite de l'indémontable 2.0 TDI de 150 ch exclusivement associé à la boîte DSG à 7 rapports (les boîtes DSG à six rapports étant réservées aux plus gros moteurs). Le TDI sera disponible sur les finitions 'Life Plus', 'VW Edition', 'R-Line', 'R-Line Exclusive' mais également sur les deux nouvelles finitions 'Elegance' et 'R-Line Edition'. Le premier prix sera de 54 100 €.

## Moins gourmand que l'essence ?

En théorie, ce Tayron devrait être moins gourmand qu'un eTSI mais les chiffres d'homologation montrent des écarts très faibles : entre 146 et 157 g/km de CO<sub>2</sub> pour l'essence microhybridé, et entre 144 et 155 g/km pour le diesel. En revanche, en conditions réelles, il y a fort à parier qu'un Tayron TDI avec 5 passagers à bord et les bagages sera bien moins gourmand que son homologue essence. Mais ce sera toutefois au prix d'un malus non négligeable : jusqu'à 3119 € selon les versions et en l'état actuel des choses, avec le barème de 2024. Mais puisque le gouvernement devrait durcir le barème en 2025, il faudra tabler sur une taxe encore supérieure.

STARLINK ET GOOGLE EN LIGNE DE MIRE :

# Le Canada et la Chine répondent à Trump

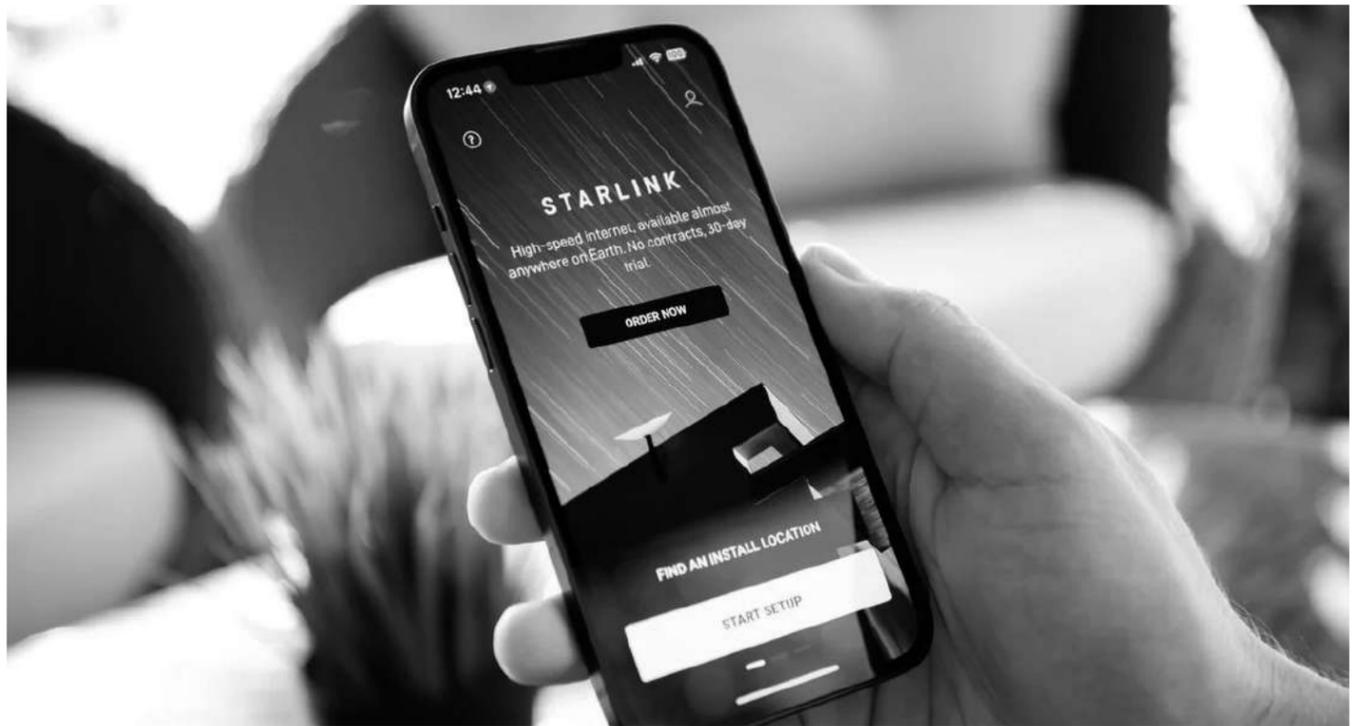
La guerre commerciale est bel et bien lancée. La Chine et le Canada, tous deux ciblés par des droits de douane américains, n'ont pas tardé à riposter. Et ils s'en prennent spécifiquement à des fleurons de l'industrie technologique américaine : Google et SpaceX.

C'était une promesse de campagne. Il y a quelques jours, Donald Trump annonçait l'augmentation des tarifs douaniers de 10 % sur tous les biens chinois, en plus d'une hausse de 25 % sur les produits exportés par le Mexique et le Canada, avec une exception de 10 % sur les produits énergétiques canadiens. Cette décision est justifiée par l'afflux de fentanyl et de migrants aux frontières américaines. Cette drogue, un opioïde ultra puissant, est à l'origine d'une véritable épidémie aux États-Unis et a causé la mort de plus de 75 000 personnes dans le pays en 2023.

## La Chine frappe fort

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que la Chine réplique. Ce 4 février, l'administration d'État chargée de la régulation des marchés (SAMR) a lancé une enquête à l'encontre de Google pour une possible violation de la loi anti-monopole. Si les services de recherche en ligne et d'accès à Internet sont bloqués en Empire du Milieu depuis 2010, elle y maintient sa colossale activité publicitaire.

Pour l'heure, il n'est pas garanti que cette investigation mène à des sanctions pour Google, mais il semblerait que la Chine ait décidé de cibler un géant technologique déjà fragilisé. Visée par de nombreuses affaires antitrust, l'entreprise risque même le démantèlement dans son pays d'origine, où elle a été reconnue coupable d'abus de position dominante dans le secteur des moteurs de recherche et de la publicité en ligne. En parallèle, le ministère chinois des Finances a déclaré qu'il imposerait des droits de douane de 15 % sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié en provenance des États-Unis à compter du 10 février. Il appliquera également des droits de douane plus élevés de 10 % sur le pétrole brut américain, les équipements agricoles ainsi que certaines voitures et camions.



## Le Canada cible Starlink

La réponse du Canada a elle aussi été prompte. Doug Ford, Premier ministre de l'Ontario, province la plus peuplée du pays, a assuré qu'il allait « déchirer » un contrat de 100 millions de dollars canadiens (environ 68 millions d'euros) établi avec Starlink, la filiale de SpaceX qui fournit un réseau Internet par satellite.

« L'Ontario ne fera pas affaire avec des gens qui ont la ferme intention de détruire notre économie », a-t-il asséné. Attribué en novembre, cet accord a vocation à couvrir 15 000 foyers et entreprises mal desservis par une connexion haut débit.

Il s'inscrit dans le cadre du plan de la Province visant à garantir que chaque communauté dispose d'un accès au Web d'ici à la fin de l'année 2025. Dans une publication postée sur X.com, Elon Musk, P-D-G de SpaceX et membre du gouvernement américain, a brièvement réagi à la nouvelle : « Tant pis ».

Le Premier ministre du pays, Justin Trudeau, a aussi annoncé des plans de riposte tarifaire. Par ailleurs, les autorités du Québec, de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick ont l'intention de cibler l'alcool américain, en plus de réexaminer les contrats provinciaux conclus avec des entreprises du pays de l'Oncle Sam.

« Je suis sûr que vous êtes choqués d'entendre cela, mais le Canada est très dur. Il est très, très difficile de faire des affaires avec eux, et nous ne pouvons pas les laisser profiter des États-Unis », a constaté Donald Trump ce lundi 3 février.

## Donald Trump fait marche arrière

Coup de théâtre. Alors que l'augmentation des tarifs douaniers devait entrer en application ce 4 février, Donald Trump a décidé de les suspendre pendant un mois après, selon ses dires, avoir obtenu des garanties de la part des dirigeants mexicains et canadiens. Ces

derniers se sont engagés à déployer davantage de forces aux frontières pour empêcher l'entrée de fentanyl et de migrants aux États-Unis, s'est félicité le président.

Si aucune mesure supplémentaire n'est annoncée, les droits de douane seront appliqués, a-t-il indiqué. En conséquence, le Premier ministre de l'Ontario a lui aussi mis en pause son projet de mettre fin au contrat passé avec Starlink.

Bien que ces mesures soient momentanément bloquées, elles nous offrent un aperçu de la tournure que prennent les événements.

Les géants technologiques américains, et particulièrement les entreprises d'Elon Musk, s'imposent comme un choix stratégique pour la riposte des pays visés par les droits de douane. Donald Trump a également fait savoir qu'il allait augmenter les tarifs d'export sur l'Union européenne. « L'UE nous traite très, très injustement, très mal », a-t-il argumenté.

## Brèves

### La hausse des droits de douane menace les datacenters US

Donald Trump a décidé d'augmenter de 10% les taxes sur l'énergie provenant du Canada. Cette décision pourrait bien avoir des effets collatéraux pour les centres de données aux États-Unis. En effet, plusieurs groupes canadiens veulent aller plus loin

que de simples représailles tarifaires en coupant purement et simplement l'accès à l'énergie. Le Canadian Labour Congress auquel sont affiliés la plupart des syndicats canadiens, un des acteurs de cette suggestion souhaite « couper l'accès des États-Unis aux ressources canadiennes essentielles - notamment l'électricité, le bois, les minéraux critiques, le pétrole et le gaz - jusqu'à ce que les droits de douane soient levés ». Environ 30 États américains reçoivent une partie de leur électricité du

Canada, dont certains accueillent des datacenters, rapporte nos confrères de The Register.

### Sophos finalise l'acquisition de Secureworks

Annoncé en octobre 2024, l'opération évaluait à 859 M\$ a été complétée annonce Sophos. Le CEO de Secureworks Wendy

Thomas devrait quitter l'entreprise « après une courte période de transition et après avoir guidé le processus d'intégration précoce ». A l'époque du rachat, Sophos avait précisé que cette acquisition élargirait son portefeuille actuel avec des offres telles que la détection et la réponse aux identités (ITDR), les capacités SIEM de nouvelle génération, la sécurité des technologies opérationnelles (OT) et une meilleure hiérarchisation des risques de vulnérabilités.



## Le Brent à 75,19 dollars

Le pétrole recule mardi, le bras de fer commercial de Donald Trump avec la Chine faisant craindre pour la demande mondiale, tandis que le report des taxes douanières sur le brut canadien rassure sur l'offre. Les Etats-Unis ont augmenté mardi de 10% leurs droits de douane sur l'ensemble des produits importés de Chine. Quelques minutes plus tard, la Chine annonçait qu'elle imposera à partir du 10 février des droits de douane de 10% sur le pétrole américain et à d'autres biens venant des Etats-Unis, comme certains véhicules. Pékin prévoit également des taxes de 15% sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié (GNL) américains. En conséquence, vers 09H45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, tombait de 1,01% à 75,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, lâche 1,71% à 71,91 dollars.



L'ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT EST DÉCÉDÉ HIER À L'ÂGE DE 88 ANS

## Sid Ahmed Ghozali tire sa révérence

L'ancien chef du Gouvernement, Sid Ahmed Ghozali, est décédé mardi à l'âge de 88 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt sera inhumé, mercredi, après la prière du Dohr au cimetière de Ben Aknoun (Alger). Né le 31 mars 1937 à Tighennif (Mascara), feu Sid Ahmed Ghozali a occupé plusieurs postes au sein de l'Etat et a été chef du Gouvernement de 1991 à 1992. Il avait été nommé, auparavant, à la tête de plusieurs ministères, dont le ministère des Affaires étrangères de 1989 à 1991, le ministère des Finances en novembre 1988, le ministère de l'Irrigation en 1979, et le ministère de l'Energie et des Industries pétrochimiques (1977-1979). Il a également occupé les postes de directeur général de la société Sonatrach (1966-1979), de directeur des Mines et des Combustibles au ministère de l'Industrie et de l'Energie en 1965, et de sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics en 1964. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mardi, ses sincères condoléances ainsi que l'expression de sa profonde compassion à la famille de l'ancien chef du Gouvernement. «Allah Akbar, Allah Tout-Puissant a rappelé à Lui le défunt Sid Ahmed Ghozali. Avec sa disparition, l'Algérie perd l'un des hommes qui ont servi le pays à travers de hautes fonctions et responsabilités au sein des institutions de l'Etat, laissant son empreinte en tant que personnalité nationale de premier plan, témoin d'une période charnière marquée par des mutations et des événements majeurs de la vie nationale», a écrit le président de la République dans son message de condoléances adressé à la famille du défunt. «Nous faisons nos adieux, avec émotion et tristesse, à l'un des cadres compétents de l'élite intellectuelle qui ont assumé de hautes responsabilités, en tant qu'ambassadeur, ministre et chef de Gouvernement, et qui se sont distingués par leurs riches contributions sur la scène politique nationale», a-t-il ajouté. «En cette douloureuse épreuve, je vous adresse mes sincères condoléances et l'expression de ma profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons», conclut le président de la République.

CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE CCI-M'ZAB

## La Loi de finances 2025 thème d'une rencontre de vulgarisation

La présentation et la vulgarisation des nouvelles dispositions de la Loi de finances (LF) 2025 ont focalisé les travaux d'une journée d'étude organisée mardi à Ghardaïa par la Chambre du commerce et de l'industrie CCI-M'zab. Initiée en collaboration avec les services décentralisés locaux de l'Etat (Impôts, Douanes, Commerce), la rencontre a pour objectif d'expliquer un certain nombre de dispositions fiscales visant à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et à encourager l'investissement économique et, par la même, la création d'emplois

et de richesse, a indiqué le directeur de la CCI-M'zab, Mustapha Nedjar. S'exprimant à l'issue des travaux, il a précisé que la LF-2025 instaure une série de mesures visant la modernisation du système fiscal algérien ainsi que l'accélération de la numérisation et l'informatisation dans les administrations fiscales, pour plus de transparence. Les intervenants ont mis en exergue l'importance de la numérisation dans la transparence, la réduction du temps et la simplification des procédures, afin de garantir aux investisseurs locaux et étrangers un environnement d'affaires légal et stable. Lors de cette rencontre, qui a regroupé, outre les représentants des administrations des finances et du commerce, de nombreux investisseurs et hommes d'affaires ont pris connaissance du maintien de la déduction fiscale de 50% sur l'impôt, accordée aux entre-

prises et sociétés établies définitivement dans le Grand Sud. Une mesure accueillie avec enthousiasme par les entreprises locales. Les représentants et cadres du secteur des Finances ont appelé les opérateurs à se mettre au diapason de la modernisation et la numérisation du secteur des Finances, en promouvant les méthodes de paiement électronique dont les transactions sont exonérées de droit de timbre. De nombreuses questions portant sur les taxes et la fiscalité prévues par la LF-2025 ont été débattues durant cette journée d'étude, notamment l'exonération temporaire de la TVA pour les produits de large consommation, l'application d'un taux réduit des droits de douane ainsi que le soutien à l'investissement, l'encouragement des start-ups et incubateurs d'entreprises et la protection de l'économie nationale.

### CLIMAT/ RÉCHAUFFEMENT

## Les zones où la chaleur est dangereuse vont s'étendre

La poursuite du réchauffement climatique jusqu'à +2 C signifierait un triplement des zones du monde où les chaleurs seront occasionnellement dangereuses même pour des personnes relativement jeunes, selon une étude publiée mardi dans Nature Reviews Earth and Environment. Une équipe de chercheurs basés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis a croisé les connaissances sur l'évolution du climat avec celles concernant les risques de mortalité liée à la chaleur. Ils ont notamment regardé dans quelle mesure la hausse des températures conduirait à un franchissement des seuils de chaleur dangereuse (dite non compensable, au-delà de laquelle la température corporelle augmente de manière incontrôlable) et littéralement invivables (avec une hausse mortelle de la température du corps dans les 6 heures). Les scientifiques concluent qu'un réchauffement moyen de la planète de 2 C - soit environ 0,7 C de plus qu'aujourd'hui - conduirait à un "triplément" des surfaces terrestres touchées par des chaleurs non compensables, même pour les adultes âgés de 18 à 60 ans, plus de 6% des surfaces terrestres seraient concernées par ce danger, soit l'équivalent des Etats-Unis. Il s'agit "généralement d'une extension des régions déjà exposées au risque", comme le sous-continent indien ou la péninsule arabique, notent les auteurs. Pour les adultes de plus de 60 ans, près de 35% des surfaces terrestres seraient concernées.

تحت الرعاية السامية للسيد والي ولاية الوادي  
المدرسة العليا للفلاحة الصحراوية بالوادي  
بالتعاون مع:  
كلية علوم الطبيعة والحياة - جامعة الوادي  
و الطرفة الفلاحية - مديرية المصالح الفلاحية بالوادي  
ومجموعة التفكير فلاحية ابتكار  
ينظمون ورشة:

**شعبة بذور البطاطا بالوادي  
الوضع الحالي  
التحديات و الحلول المبتكرة**

20-19 فيفري 2025  
بجامعة الوادي

CREAD INNOVATION GODOR